



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



« RENFORCER LES CAPACITÉS MACROÉCONOMIQUES EN AFRIQUE CENTRALE »

RAPPORT DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023
(DU 1^{er} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Mars 2023

AFRITAC Centre est une initiative du FMI soutenue par les Etats membres et les partenaires au développement suivants :



Burundi



Cameroun



République du Congo



Gabon



Guinée équatoriale



République Centrafricaine



République démocratique du Congo



République démocratique de Sao Tomé-et-Principe



Tchad



Union européenne



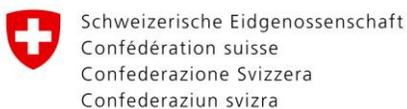
Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



République Populaire de Chine



Ministry of Foreign Affairs of the Netherlands



Swiss Confederation



Federal Department of Economic Affairs, Education and Research EAER
State Secretariat for Economic Affairs SECO



Belgique
partenaire du développement

Liste des acronymes et des abréviations

ACB	Administration Centrale Budgétaire
AFRISTAT	Observatoire économique et statistique de l'Afrique subsaharienne
AFRITAC Centre ou AFC	Centre régional de développement des capacités du FMI pour l'Afrique centrale
AFRITAC Ouest ou AFW	Centre régional de développement des capacités du FMI pour l'Afrique de l'Ouest francophone
CAMCIS	Cameroon Customs Information System
CDMAP	<i>Capacity Development Management and Administration Program</i> – Programme de gestion et d'administration du renforcement des capacités
CEMAC	Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale
CNA	Comptes nationaux annuels
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
CNT	Comptes nationaux trimestriels
COMESA	Communauté de l'Afrique de l'Est
COREF	Comité d'Orientation de la Reforme des Finances Publiques en RDC
COVID-19	<i>Coronavirus disease 2019</i> – Maladie à coronavirus 2019
COBAC	Commission bancaire de l'Afrique centrale
D4D	<i>Data For Decisions</i> – Fonds thématique du département des statistiques du FMI
DMF	<i>Debt mangement facility</i> – Mécanisme de gestion de la dette
FAD	Département des finances publiques
FMI	Fonds monétaire international
GIZ	<i>Deutsche Gesellschaft fur Internationale Zusammenarbeit</i> - Coopération allemande
ICAAP	Internal Capital Adequacy Assessment Process
ICD	Institut de développement des capacités
IMPACCT	Importation And Customs Clearance Together
INSEED	Institut National de la Statistique, des Etudes Economiques et Démographiques
MSFP	Manuel des statistiques des finances publiques
NFSR	Net stable funding ratio
ONU Femmes	Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
PIB	Produit intérieur brut
RCA	République Centrafricaine
RDC	République démocratique du Congo
SADC	<i>Southern African Development Community</i> - Communauté de développement d'Afrique australe
SCN	Système de comptabilité nationale
SFP	Statistiques des finances publiques
SIGMAT	Système interconnecté de gestion des marchandises en transit

SIGNET	Système Intégré de Gestion Nationale de l'Economie Tchadienne
TOFE	Tableau des Opérations Financières de l'Etat
TVA	Taxe sur la valeur ajoutée
TIC	Technologies de l'information et de la communication
UNOCHA	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies

Table des matières

I. Introduction et contexte	7
L'introduction	7
Le contexte régional.....	7
Le contexte macroéconomique	7
II. Exécution du programme de travail.....	10
Les principales réalisations et quelques résultats clés	10
Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail.....	12
La collaboration avec le siège du FMI.....	13
La collaboration avec les partenaires au développement.....	14
L'intégration des problématiques nouvelles.....	15
Les synergies entre les domaines d'intervention	16
Les principaux indicateurs d'exécution du programme de travail	16
Les indicateurs de performance de la gestion axée sur les résultats	17
Les contributions de la gestion axée sur les résultats.....	19
Les réunions du comité d'orientation	20
L'évaluation indépendante de la Phase III : Bilan, réalisations.....	20
La préparation de la Phase IV (2024-2028).....	21
La nouvelle stratégie de communication du Centre.....	21
L'exécution des activités programmées	22
L'utilisation des ressources programmées	22
L'appui en gestion de la dette publique	25
Personnel.....	25
III. Réalisations du Centre au 31 octobre 2022.....	25
Burundi.....	26
Cameroun.....	27
République du Congo	27
Gabon	29
Guinée équatoriale	30
République Centrafricaine	31
République Démocratique du Congo	32
Sao Tomé-et-Principe.....	33
Tchad	34
BEAC – Banque des états de l'Afrique centrale.....	35
CEMAC – Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale.....	35
COBAC – Commission bancaire de l'Afrique centrale.....	35
Séminaires et cours régionaux.....	36
IV. Perspectives des activités pour le second semestre.....	37
V. Nouvelles du Centre	38
Visites officielles du Directeur dans les pays membres.....	38

Graphiques

Graphique 1 : Croissance du PIB	9
Graphique 2 : Inflation des prix à la consommation.....	9
Graphique 3 : Solde budgétaire global (dons compris)	9
Graphique 4 : Solde extérieur courant (dons compris).....	10
Graphique 5 : Dette publique.....	10
Graphique 6 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre).....	18
Graphique 7 : Situation globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage).....	18
Graphique 8 : Situation des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)	19
Graphique 9 : Activités par pays (en nombre).....	22
Graphique 10 : Activités par domaine (en nombre).....	22
Graphique 11 : Ressources par pays (en personnes semaines).....	23
Graphique 12 : Ressources par domaine (en personnes semaines)	23
Graphique 13 : Répartition des ressources par pays (en pourcentage)	24
Graphique 14 : Répartition des ressources par domaine (en pourcentage).....	24
Graphique 15 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire.....	25

Annexes

1. Cadres logiques
2. Activités par pays et domaine
3. Ressources par pays et domaine
 - 3.a Suivi des ressources par pays
 - 3.b Suivi des ressources par domaine
 - 3.a.1 Réalisations par pays
 - 3.b.1 Réalisations par domaine
4. Séminaires régionaux et cours
5. Gestion de la dette publique
6. Personnel

I. INTRODUCTION ET CONTEXTE

L'introduction

- 1. Ce rapport présente l'exécution du programme de travail du premier semestre de l'année budgétaire 2023 (allant du 1^{er} mai au 31 octobre 2022) du Centre Régional de Développement des Capacités du FMI pour l'Afrique centrale (AFRITAC Centre, ou AFC).**

Le contexte régional

- 2. Surmonter les défis du développement économique, y compris par la bonne gestion des ressources naturelles et l'intégration régionale, est prioritaire pour nos pays membres.** À l'exception de la République Centrafricaine (RCA), tous les pays de la CEMAC sont des pays exportateurs de pétrole. Parmi les pays membres, le Burundi et la République Démocratique du Congo (RDC) sont membres du marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Le Burundi et la RDC sont membres de la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE), et la RDC est, en plus, membre de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC). Pour les six pays membres de la CEMAC, le programme de travail tient compte de l'intégration régionale, ainsi que de la supervision bancaire commune à travers la COBAC. Enfin, plusieurs pays membres ont fait face à des défis sécuritaires importants ; ce qui oblige le Centre à une constante souplesse et adaptation de son programme d'intervention.
- 3. L'objectif de renforcement des capacités d'AFC vise à aider les pays membres à adopter et mettre en œuvre des politiques économiques qui favorisent une croissance inclusive.** Bien que le revenu par habitant varie considérablement d'un pays à l'autre, tous sont confrontés à des problèmes majeurs de développement humain. Ainsi, le Gabon et la Guinée équatoriale ont des niveaux de revenu par habitant nettement plus élevés que la moyenne de la région d'Afrique subsaharienne. Le Cameroun, la République du Congo, la République Centrafricaine, et le Tchad en zone CEMAC ainsi que le Burundi et la République Démocratique du Congo sont des pays en situation de fragilité. Le Centre apporte également son expertise à la mise en œuvre des réformes en République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe.

Le contexte macroéconomique¹

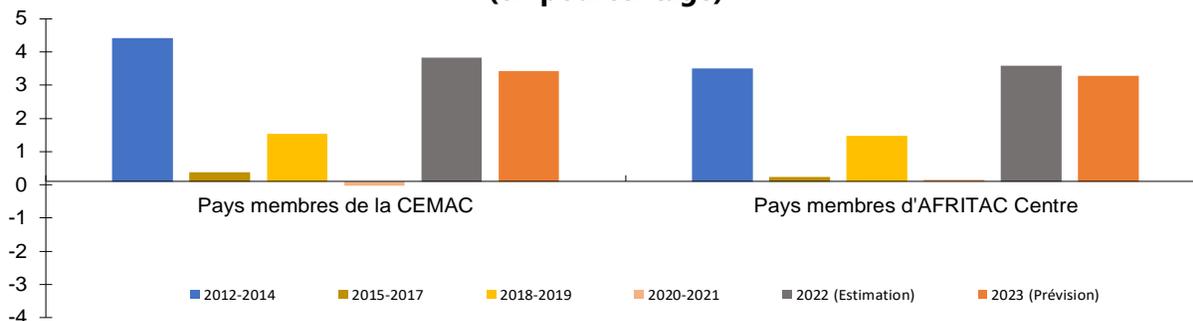
- 4. La reprise économique en Afrique subsaharienne a connu un coup d'arrêt brutal pendant la crise sanitaire du COVID-19. L'an dernier, l'activité a fini par rebondir, ce qui a porté la croissance du PIB à 4,7 % en 2021.** En revanche, en 2022, la croissance devrait ra-

¹ Source des données : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, octobre 2022.

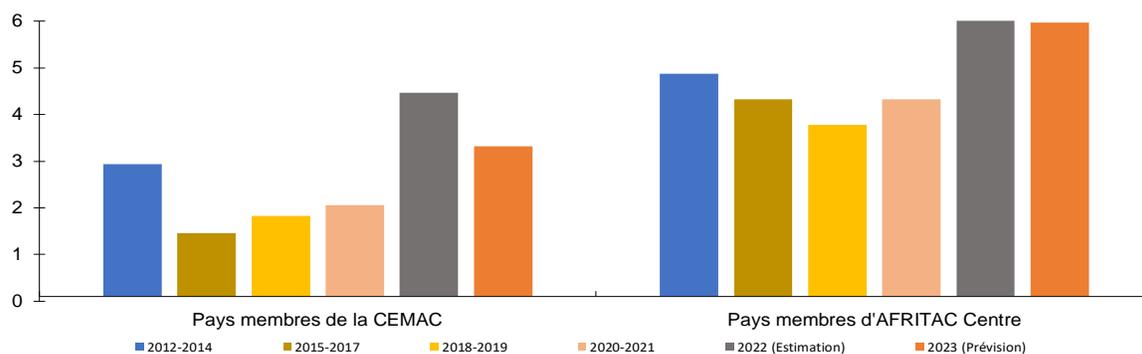
lentir fortement de plus de 1 point de pourcentage, à 3,6 %. En effet, le ralentissement international, un resserrement des conditions financières mondiales et une hausse spectaculaire de l'inflation mondiale se propagent à une région déjà éprouvée par une série ininterrompue de chocs. Le renchérissement des produits alimentaires et de l'énergie pénalise les populations les plus vulnérables de la région, tandis que la dette publique et l'inflation se situent à des niveaux inédits depuis des décennies.

5. **Concernant l'inflation, la hausse des prix en Afrique subsaharienne fait écho aux tendances mondiales, à savoir que l'inflation a progressé de manière plus rapide et plus durable que prévu et que l'augmentation du coût de la vie comprime les revenus.** Les récentes hausses de l'inflation peuvent sembler moins spectaculaires au regard des moyennes historiques de l'Afrique subsaharienne, surtout pour les pays à taux de change fixe. Toutefois, l'évolution récente a en grande partie été tirée par les produits alimentaires et énergétiques essentiels, qui sont importés dans de nombreux pays et représentent en moyenne 50 % du panier de consommation de la région. En conséquence, la pauvreté, l'insécurité alimentaire et la malnutrition se sont aggravées, surtout dans les zones urbaines, avec des répercussions sur la croissance économique, mais aussi sur la stabilité sociale et politique.
6. **Concernant la dette publique, l'endettement de la région s'approche à présent de niveaux observés pour la dernière fois au début des années 2000, avant que l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés n'ait produit ses effets, mais avec une composition différente.** La dette multilatérale à long terme et à faible coût a été remplacée par des fonds privés à coût plus élevé, ce qui s'est traduit par une hausse des coûts du service de la dette et par un accroissement des risques de refinancement. Plusieurs pays à faible revenu de la région sont en situation de surendettement ou présentent un risque élevé de surendettement.
7. **Les perspectives à court terme sont extrêmement incertaines.** Concrètement, les perspectives de la région sont étroitement liées à l'évolution de l'économie mondiale alors que, sur le plan local, la situation sociopolitique et sécuritaire de nombreux pays demeure particulièrement délicate. Ainsi, les dirigeants sont aux prises avec l'environnement le plus difficile depuis des années. Ils doivent surmonter des crises socioéconomiques urgentes (parer au plus pressé), tout en réduisant du mieux possible les facteurs de vulnérabilité face aux futurs chocs (renforcer la résilience). À terme, cependant, une croissance de qualité s'avérera indispensable pour la stabilité et la prospérité de la région, si bien que les mesures prises devront créer les conditions d'une reprise durable.

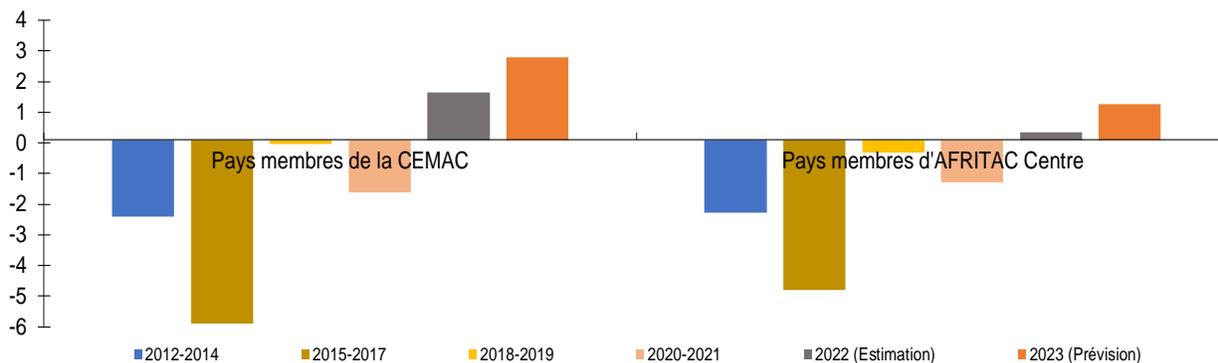
**Graphique 1 : Croissance du PIB
(en pourcentage)**



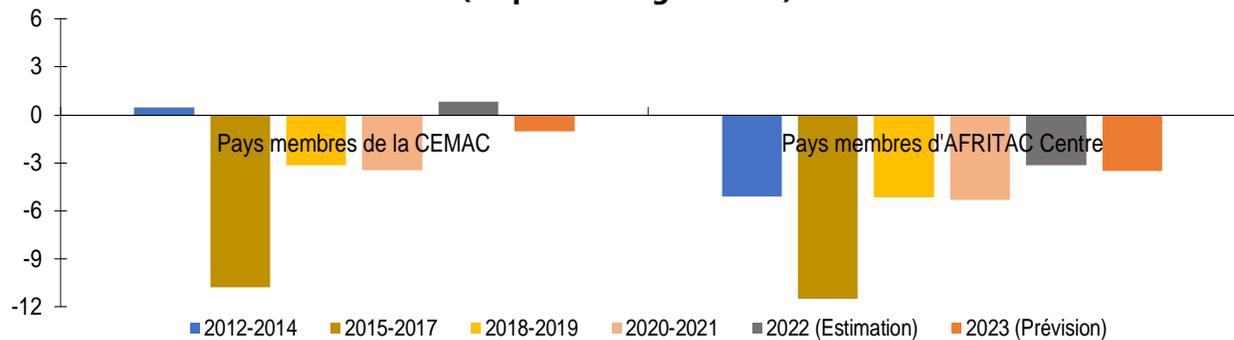
**Graphique 2 : Inflation des prix à la consommation
(en pourcentage moyen de la variation annuelle)**



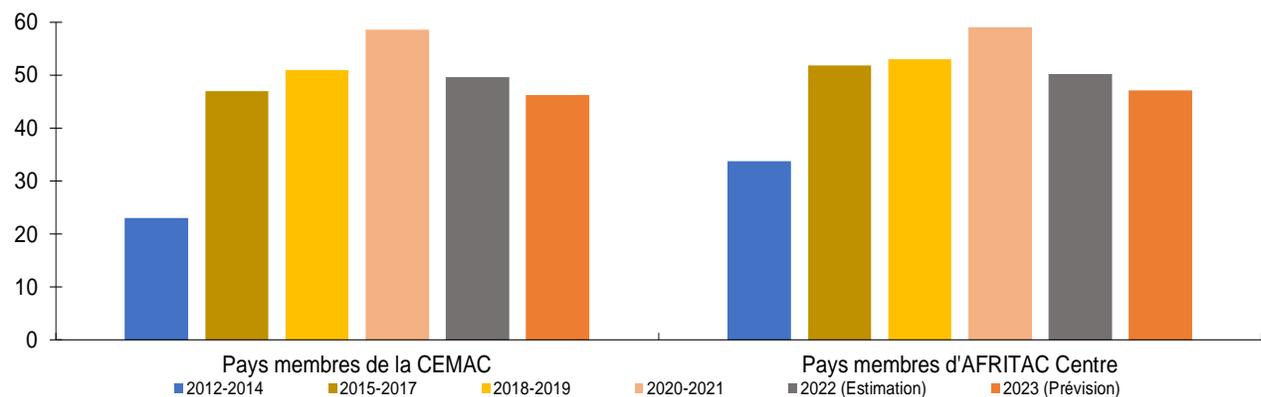
**Graphique 3 : Solde budgétaire global (dons compris)
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 4 : Solde extérieur courant (dons compris)
(en pourcentage du PIB)**



**Graphique 5 : Dette publique
(en pourcentage du PIB)**



Source : FMI, base de données du département Afrique et des Perspectives économiques régionales, octobre 2022.

II. EXECUTION DU PROGRAMME DE TRAVAIL

Les principales réalisations et quelques résultats clés par domaine

Administration douanière

- Interconnectivité Transit – SIGMAT : situation actuelle et stratégie nationale pour l'interconnectivité transit et l'éventuel alignement au SIGMAT documentées au **Cameroon**, en **République du Congo** et **République Centrafricaine**,
- Exonérations et régimes suspensifs : situation actuelle identifiée et plans d'actions actualisés en **République du Congo** et au **Tchad**,

- Vérification de la conformité réglementaire et mise à niveau des taux des droits, taxes et redevances appliqués et liquidés par la douane gabonaise par le biais de son système de dédouanement SYDONIA World et identification des amendements à mettre en œuvre pour la mise en œuvre effective par la Douane de la version 2022 du Système harmonisé, tel qu'exigé par la Convention internationale ratifiée par le **Gabon** et exigée par la CEMAC,
- Réglementation CEMAC : Projet de règlement pour l'application de l'Article 154.5 du Code des Douanes de la **CEMAC** présenté à la CEMAC pour adoption. Cette disposition traite de la déclaration fournissant à la Douane les éléments constitutifs de la valeur en Douane.

Administration fiscale

- Propositions de dispositif organisationnel et de textes pour une optimisation du remboursement des crédits de TVA aux entreprises au **Gabon**,
- Sécurisation et optimisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA au **Gabon**,
- Validation du projet de Livre des procédures fiscales communautaire de la **CEMAC**.

Gestion des finances publiques

- Organisation d'un séminaire pour les parlementaires de la **République démocratique du Congo** sur la crédibilité du budget.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Production du premier rapport sur les risques budgétaires au **Cameroun**. A ce jour, **sept pays** sur les neuf pays membres produisent un rapport sur les risques budgétaires,
- Utilisation de l'outil de projection dynamique de la dette par le **Tchad**,
- Production des notes de conjoncture et de prévisions sur la base du modèle de projections développé avec l'appui du Centre en **République du Congo**,
- Organisation du premier atelier **régional** sur la gestion des passifs contingents.

Statistiques des finances publiques

- Compilation des SFP de l'Administration Centrale Budgétaire (ACB) du **Burundi** pour les années budgétaires 2012-2016,

- Mise à jour des statistiques des finances publiques par l'élaboration du TOFE de l'ACB pour l'exercice 2020/2021 au **Burundi**,
- Extension de la couverture des statistiques des finances publiques aux secteurs sécurité sociale, collectivités locales au **Gabon**,
- Extension de la couverture des statistiques des finances publiques à **Sao Tomé-et-Principe** à l'ensemble des sous-secteurs de l'ACB (extrabudgétaires, sécurité sociale et collectivités locales).

Statistiques macroéconomiques

- Production et publication de la série contemporaine du PIB conforme au SCN 93 en **République du Congo**,
- Lancement des travaux de rebasage des comptes nationaux conformes au SCN 2008 et d'élaboration des CNT en **République du Congo**,
- Production et publication de la première série des CNT de la **Guinée équatoriale** couvrant la période 2016 (trimestre 1) à 2022 (trimestre 2).

Régulation et supervision bancaires

- Appui à la mise en place de la réglementation NSFR au **Burundi**,
- Définition d'une méthodologie de revue des dossiers de crédit et assistance à la réalisation d'une inspection pilote en **République Démocratique du Congo**.

Les défis et les risques liés à l'exécution du programme de travail

8. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2023, le Centre a fait face à plusieurs défis qui ont fortement affectés le niveau d'exécution de son programme de travail. Au titre des difficultés rencontrées, le Centre a fait face au report de plusieurs missions avec les pays membres à la suite de l'indisponibilité des cadres. Certaines administrations des pays membres d'AFC ne répondent pas vraiment aux sollicitations et appuis offerts par AFRITAC Centre. Il faut ajouter les nombreuses interruptions lors des missions virtuelles dues à la faiblesse des infrastructures de communication qui ont eu comme principale conséquence l'allongement de plusieurs missions à distance. Aussi, des changements de mode de délivrance de présentiel en distanciel pour cause budgétaire notamment pour certaines activités régionales avec la CEMAC ont été observés. Toutefois, le Centre a maintenu le contact avec les pays membres tout en restant flexible pour les changements de dates de mise en œuvre des activités. Le programme de travail avec la COBAC a dû être reporté suite à la priorisation

par l'institution d'autres activités et l'indisponibilité des 5 groupes de travail en charge de la mise en œuvre du cadre de Bâle III.

9. La reprise des missions en présentiel a rendu visible le retard pris par les pays membres dans la mise en œuvre de recommandations formulées lors de missions précédentes, et ce, notamment, en raison de la baisse d'activité durant la période du Covid-19. La pandémie du COVID-19 et l'arrêt des activités sur le terrain ont fortement impactés la collecte des données sources dans plusieurs pays membres et notamment la production du TOFE annuel. La reprise du travail en présentiel se fait de façon progressive.

10. On note une baisse de la qualité des données sources dans certains pays membres. Pour résoudre cette question, le Centre organisera des missions additionnelles en collaboration avec le projet D4D du siège sur la qualité des données dans certains d'entre eux en fonction de la disponibilité des autorités. Aussi, on note un rétablissement progressif de la confiance des pays à la suite du recul observé ces dernières années notamment en ce qui concerne les problèmes de prise de décision tardives des autorités afin de pousser les réformes.

La collaboration avec le siège du FMI

11. Dans le domaine de l'administration douanière, l'appui à la douane gabonaise pour la mise en conformité réglementaire des taux des droits, taxes et redevances appliqués et liquidés a facilité l'évaluation d'un repère structurel convenu entre le Gouvernement du Gabon et le siège du FMI. Une collaboration avec la division de l'administration du revenu du département des finances publiques du FMI (FADR2) a été initié récemment pour l'informer des initiatives et éventuellement l'impliquer activement dans l'initiative IMPACCT (Importation And Customs Clearance Together). Cette initiative à laquelle participent déjà UNOCHA, CNUCED, et un grand nombre de partenaires et d'ONG a l'objectif de faciliter l'aide humanitaire et plus particulièrement la simplification et l'accélération des dédouanements d'envois de secours, y inclus les médicaments et les équipements médicaux.

12. Dans le domaine de l'administration fiscale, le Centre a participé activement aux missions du siège pour identifier les priorités d'assistance au Burundi et en République Centrafricaine. Le principal objectif était d'améliorer la coordination des efforts sur le terrain. En collaboration avec le département des finances publiques, le Centre a également participé à l'élaboration puis à la validation du projet de livre des procédures fiscales communautaire de la CEMAC.

13. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le Centre a pris part aux missions du Département des finances publiques, notamment sur les évaluations de la gestion des investissements publics dans les pays membres et/ou la mise en œuvre des recommandations de ces missions (Tchad, RDC) et dans la réalisation d'un diagnostic d'ensemble de la gestion des finances publiques débouchant sur un plan d'action structurant le réengagement avec le Burundi.

- 14. Dans le domaine de l'analyse et des prévisions macrobudgétaires**, le Centre collabore avec le département des finances publiques et l'institut de développement des capacités. A ce titre, le Centre a organisé une série de formations régionales (dont la première s'est déroulée à distance) sur l'analyse des régimes fiscaux et les modèles de prévisions des recettes issues des industries extractives avec la division *Tax Policy* (FADTP1) du département des finances publiques du FMI. La seconde session se tiendra au cours du second semestre en présentiel dans la ville de Douala au Cameroun. Le Centre a par ailleurs collaboré avec l'Institut de développement des capacités sur le déploiement de formations en gestion macroéconomiques en République Centrafricaine et au Tchad.
- 15. Dans le domaine des statistiques des finances publiques, les actions du Centre viennent en appui au projet D4D du département des statistiques du FMI.** Cet appui consiste à combiner l'expérience du Centre en matière de compilation du TOFE avec celle des experts du projet D4D en matière de compilation des statistiques de la dette publique notamment dans les pays comme le Burundi, le Tchad et Sao Tomé-et-Principe. Aussi, le Centre salue aussi la collaboration des chefs de missions du Burundi, du Cameroun, du Gabon et de la Guinée-équatoriale, qui ont contribué à faire le plaidoyer pour l'adoption du nouveau manuel et des nouveaux besoins auprès des pays membres.
- 16. Dans le domaine des statistiques macroéconomiques, la collaboration a été étroite avec le département Afrique, notamment avec les équipes pays du Burundi et du Tchad.** En effet, le Centre a appuyé le département dans l'utilisation des nouvelles données et la mise en contexte des données dans leur modèle de prévisions. Aussi, dans le cadre du projet D4D, le Centre collabore avec ce projet du siège pour la mise en place de séries contemporaines des comptes selon le SCN 93 notamment en République Démocratique du Congo. Ce travail du centre est très important pour la retropolation dans le cadre du re-basage et de la migration vers le SCN 2008 qui sont pris en charge par le projet D4D.
- 17. Dans le domaine de la gestion de la dette publique²,** certaines missions réalisées au cours du semestre viennent en appui dans la réalisation des jalons fixés dans le cadre du programme avec le département Afrique du FMI notamment en République du Congo et en République Démocratique du Congo.

La collaboration avec les partenaires au développement

- 18. Par souci d'efficacité et de coordination, certaines activités programmées ont été réalisées en étroite collaboration avec les services du FMI et d'autres partenaires au développement, voire de façon conjointe avec certains de ces derniers.** A ce titre, le Centre a :

² Les activités du domaine de la gestion de la dette publique sont entièrement financées par le fonds thématique Debt Management Facility (DMF) coadministré par le Banque mondiale et le Fonds monétaire international. L'annexe 5 du présent rapport présente de façon détaillée les réalisations dans ce domaine et les perspectives pour le second semestre.

- identifié les priorités et les pistes d'améliorations des recettes fiscale notamment la mise en place des téléprocédures en République Centrafricaine en coordination avec l'Union Européenne,
- poursuivi la collaboration avec ONU Femmes et GIZ sur la budgétisation sensible au genre au Cameroun,
- poursuivi la collaboration avec l'Union européenne dans le cadre de son projet d'appui aux réformes des finances publiques au Cameroun, notamment sur le renforcement du contrôle financier et le contrôle interne budgétaire,
- poursuivi sa collaboration avec l'Union européenne au Tchad et le PNUD en République centrafricaine, sur le renforcement de l'analyse des prévisions macroéconomiques et budgétaires par la mise en œuvre du plan d'action proposé par le Centre. Cette collaboration a pour objectif d'éviter les duplications d'action sur le terrain,
- assuré la mise en œuvre avec la Banque mondiale du plan d'action de renforcement des prévisions budgétaires proposé par AFC aux autorités de Sao Tomé-et-Principe,
- collaboré avec la Banque mondiale sur la communication des données afin d'aider l'ensemble des pays membres à remplir les statistiques de la dette du secteur public selon le format du manuel du secteur de la dette du FMI de 2013,
- poursuivi sa collaboration avec la CNUCED pour appuyer le déploiement et la meilleure utilisation par les Douanes d'Afrique centrale du système de dédouanement SYDONIAWorld,
- renforcé sa collaboration avec le projet PAS 2 d'Expertise France par la mise en place d'une stratégie de partenariat pour éviter la duplication des efforts et améliorer la complémentarité de l'assistance technique dans la région,
- organisé des séances de coordination au Burundi avec AFRISTAT, la Banque mondiale, le projet PAS d'Expertise France, la COMESA sur les travaux du PIB et de rebasage au SCN 2008.

L'intégration des problématiques nouvelles

19. Restant à l'écoute des préoccupations de ses pays membres, AFRITAC du Centre a pris l'option au cours de son comité d'orientation, d'apporter son appui aux nouveaux enjeux dans la gestion des finances publiques. Il s'agit notamment d'apporter des réponses aux défis de gouvernance et de transparence dans le domaine de la gestion des finances publiques, à la budgétisation sensible au genre et au climat et à la digitalisation, par la participation aux missions du siège et l'intégration, dans la mesure du possible, de ces aspects dans ses programmes de travail au titre de la phase IV de son cycle de financement.

Les synergies entre les domaines d'intervention

20. Dans le but d'améliorer l'impact des résultats des activités de renforcement de capacités menées par les différents domaines, le Centre encourage l'organisation d'activités conjointes impliquant plusieurs domaines. Au cours de premier semestre, le Centre :

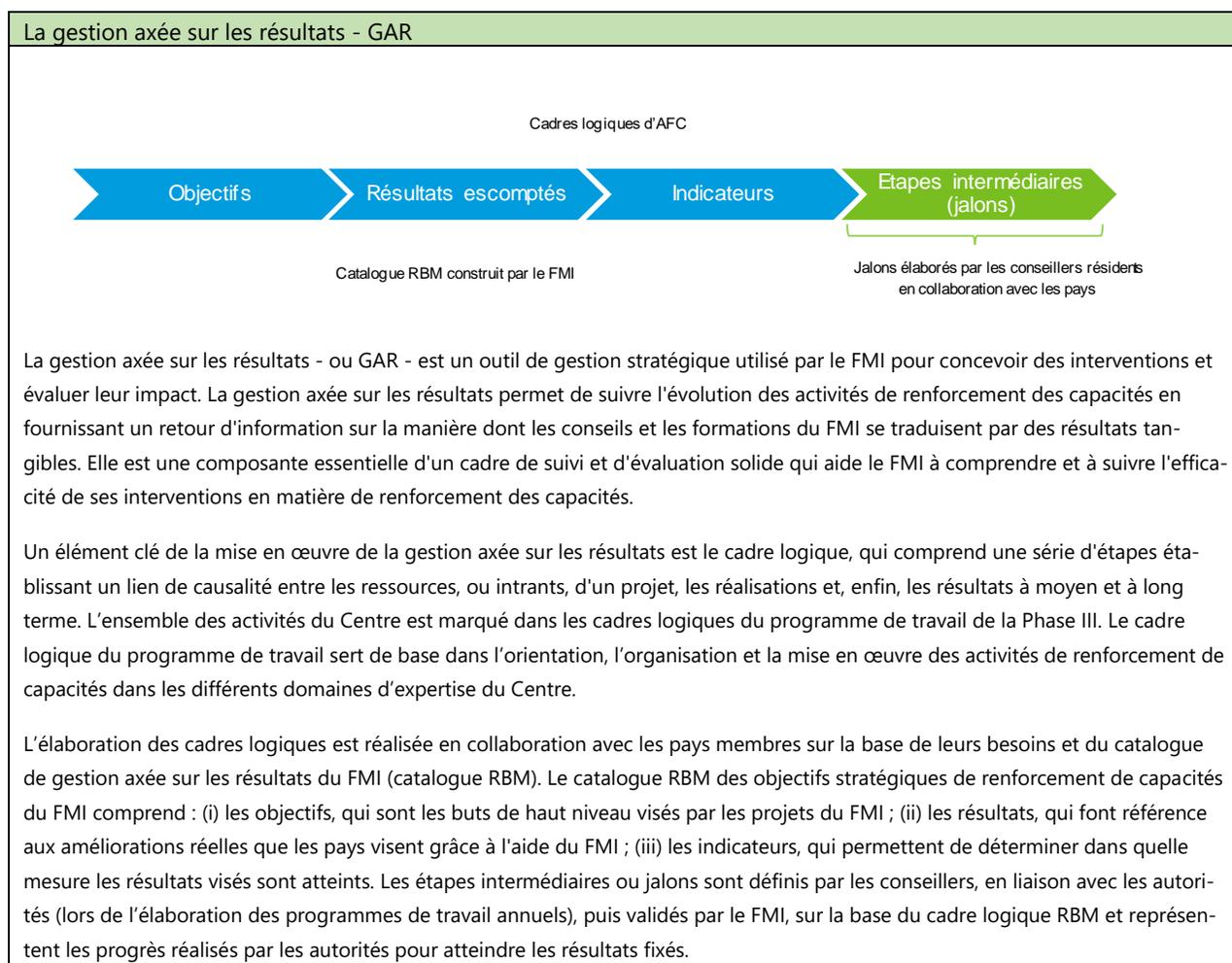
- a organisé un séminaire régional conjoint sur les passifs contingents de l'Etat qui impliquait les domaines de l'analyse macrobudgétaire et la gestion de la dette publique.
- a poursuivi l'intégration des activités et des sujets transversaux (ex. comptabilité des matières) relevant de l'analyse macrobudgétaire, de l'exécution budgétaire et de la comptabilité publique notamment dans le cadre du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre.
- a organisé une mission conjointe réunissant les conseillers résidents en administration fiscale et en comptabilité publique pour les travaux d'optimisation et de sécurisation du compte séquestre de remboursement de crédit de TVA au Gabon.
- s'est employé à la redynamisation de la collaboration entre l'administration douanière et l'administration fiscale au Gabon pour appuyer la mise en œuvre du Protocole d'Accord développé avec l'assistance d'AFRITAC et signé par les Impôts et les Douanes.
- soutient une collaboration étroite entre les domaines de la gestion budgétaire, de la comptabilité publique et des statistiques des finances publiques. En effet, les données de l'exécution budgétaire sont utilisées dans la production des états tels que le TOFE, A titre d'exemple, les deux premiers domaines appuient le développement des services de l'état pour la production des documents à jour selon les standards (NBE, PCE) pour éviter les pertes du temps. Aussi, ces échanges permettent très souvent d'adresser les faiblesses constatées dans les systèmes de gestion des finances publiques afin de qu'ils soient pris en compte dans le programme de travail.
- a utilisé les TOFE produits par le domaine des statistiques des finances publiques en République du Congo dans la production des comptes nationaux notamment les séries contemporaines du PIB. Ces deux domaines ont également échangé pour une réalisation coordonnée de leurs missions respectives sur le terrain afin d'améliorer l'efficacité de leurs appuis au pays.

Les principaux indicateurs d'exécution du programme de travail

- **62** activités réalisées (dont **48** missions, **6** missions du siège et **8** séminaires régionaux),
- **320** cadres impactés lors des séminaires régionaux,
- **74%** taux semestriel d'exécution du programme,
- **43%** d'exécution pour les institutions régionales,

- **226** personnes-semaines consacrées au renforcement des administrations des Etats membres,
- **62%** des ressources utilisées au profit des réformes des finances publiques,
- **60%** des ressources utilisées ont bénéficié aux pays de la CEMAC,
- **77%** des ressources utilisées ont été consacrées aux Etats membres en situation de fragilité,
- **443** rapports d'assistance technique ont été mis en ligne sur la partie sécurisée du site web du Centre depuis son lancement dont **32** au cours du premier semestre de l'année fiscale 2023 (imfconnect.org).

Les indicateurs de performance de la gestion axée sur les résultats

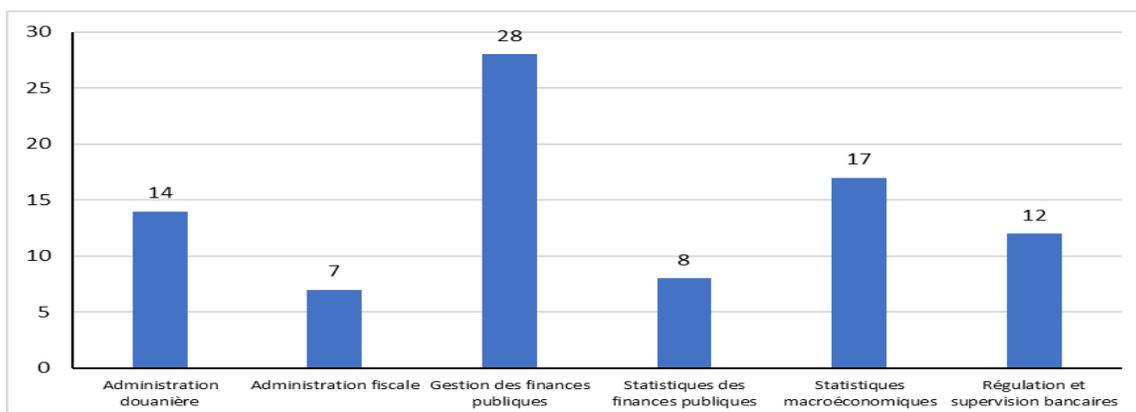


Source : AFRITAC Centre

21. La situation des étapes intermédiaires décrite ci-dessous concerne uniquement le premier semestre de l'année fiscale 2023. Elle a été obtenue sur la base des informations renseignées par les conseillers résidents dans le système CDMAP (outil de gestion axée sur les résultats du FMI). Depuis le premier semestre de l'année fiscale 2023, le Centre a repris ses

activités de renforcement des capacités sur le terrain. A la fin du premier semestre, le Centre a contribué et mis en œuvre 86 étapes intermédiaires (graphique 6). Compte tenu de la spécificité de chaque domaine, les performances décrites ci-dessous ne sont pas comparables entre les domaines.

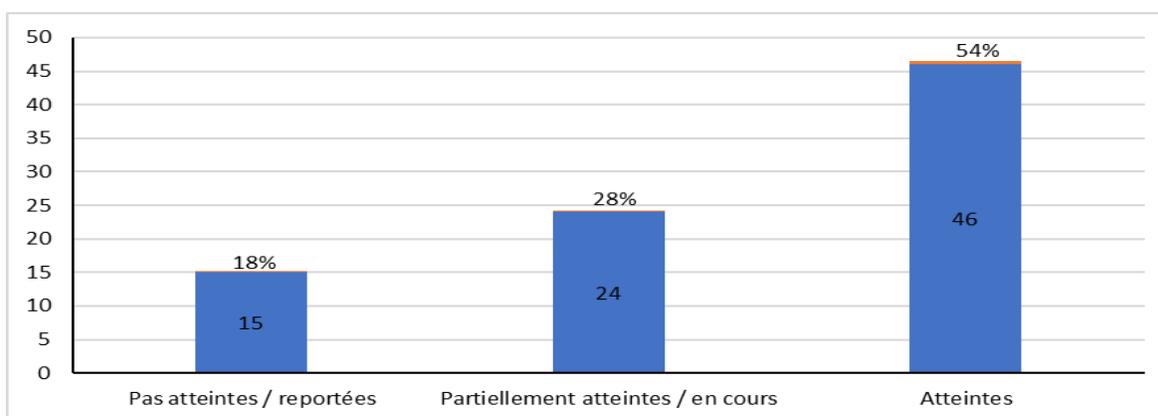
Graphique 6 : Répartition des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)



Source : AFRITAC Centre

22. A la fin du premier semestre de l'année fiscale 2023, plus de la majorité des étapes intermédiaires ont été atteintes (46 étapes intermédiaires atteintes, soit 54%). 24 étapes intermédiaires (28 %) sont en cours et 15 étapes intermédiaires (18 %) n'ont pas été atteintes ou ont été reportées.

Graphique 7 : Situation globale des étapes intermédiaires (en nombre et pourcentage)

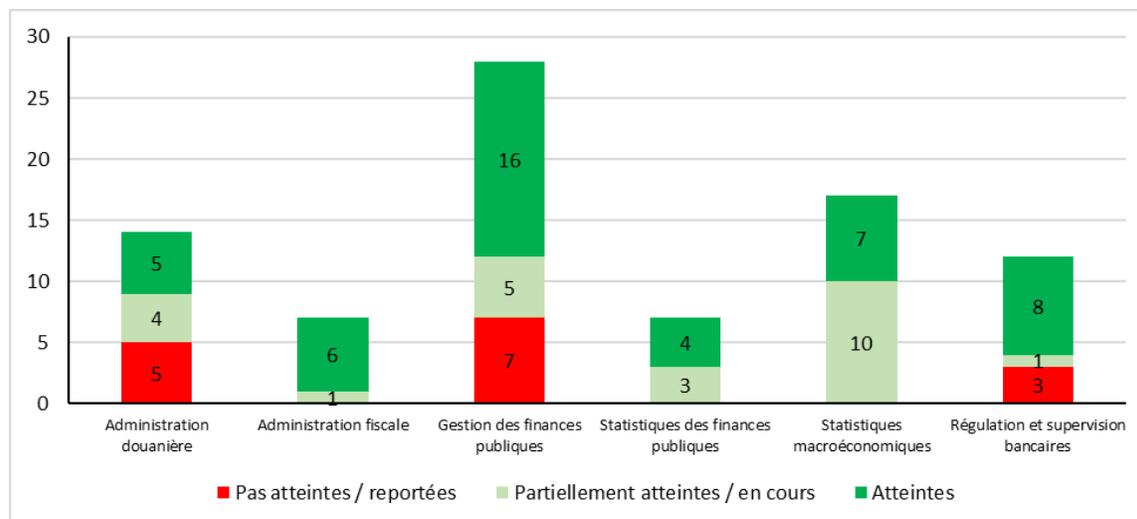


Source : AFRITAC Centre

23. Le graphique 8 présente la situation des étapes intermédiaires par domaine. Le Centre est en bonne voie pour atteindre la grande majorité des étapes intermédiaires d'ici la fin de l'année fiscale. Au cours du second semestre, une attention particulière sera portée aux activités contribuant à la réalisation des étapes intermédiaires non atteintes ou reportées. Les étapes intermédiaires non atteintes concernent principalement les domaines administration

douanière et régulation et supervision bancaires, alors que les étapes intermédiaires reportées concernent le domaine gestion des finances publiques.

Graphique 8 : Situation des étapes intermédiaires par domaine (en nombre)



Source : AFRITAC Centre

24. Plusieurs raisons peuvent expliquer les performances décrites ci-dessus. Dans le domaine administration douanière, les étapes intermédiaires non atteintes s'expliquent par le retard dans la mise en place du module CAMCIS³ au Cameroun et l'absence d'évaluation des options et des exigences en matière d'interconnexion des transports en commun régionaux au Tchad. Dans le domaine gestion des finances publiques, 4 étapes intermédiaires ont été reportées du fait de la non-disponibilité des autorités. Les étapes intermédiaires non atteintes s'expliquent par (i) l'amélioration à apporter au modèle de prévision macroéconomique en République Centrafricaine ; (ii) l'absence des données sur les entreprises publiques pour l'élaboration des risques budgétaires nécessaires à la documentation budgétaire au Tchad et au Gabon. Les étapes intermédiaires non atteintes du domaine régulation et supervision bancaires concernent le Burundi et s'expliquent par le retard dans (i) l'adoption du projet de règlement ICAAP ; (ii) l'approbation du projet de lignes directrices sur les tests de résistance ; et (iii) la communication au secteur bancaire du projet de plan comptable actualisé et du règlement 12/2018.

Les contributions de la gestion axée sur les résultats

25. La gestion axée sur les résultats a permis l'appropriation des différents changements apportés par le nouvel outil de travail CDMAP. Le personnel du Centre a continué de se former et se familiariser avec les nouvelles plateformes de gestion axée sur les résultats. Cette capacité d'adaptation a permis au Centre de continuer à développer les cadres lo-

³ Système d'information douanier du Cameroun

giques de ses pays membres et répondre à leurs besoins de renforcement des capacités. Afin d'être en phase avec la nouvelle gouvernance RBM du FMI, le Centre propose au public un nouveau modèle de cadre logique se limitant à la présentation des objectifs et des résultats escomptés (annexe 1).

Les réunions du comité d'orientation

26. Le Comité d'orientation s'est réuni en juin 2022 pour une session ordinaire et au mois de novembre pour une session extraordinaire. Au cours de la réunion de juin 2022, le Comité a validé les réalisations de l'année fiscale 2022, le programme de travail et le budget de l'année fiscale 2023. Au cours de la réunion du mois de novembre 2022, le Comité a validé le document programme de la Phase IV de financement d'AFC qui présente un bilan des réalisations de la Phase III (2017-2023) d'AFC, le programme de travail pour la période 2024-2028 qui intègre un nouveau domaine d'intervention et des thématiques nouvelles, ainsi que le projet de budget.

L'évaluation indépendante de la Phase III : Bilan, réalisations

27. L'évaluation de la Phase III d'AFC a porté sur le programme de travail 2017-2022 et a examiné la pertinence, la cohérence, l'efficacité, l'efficience, l'impact et la durabilité des activités de renforcement des capacités dans quatre pays membres du Centre. L'évaluation a constaté que (i) le renforcement des capacités fourni par l'AFC est pertinent, mais le Centre n'a pas fondamentalement changé son mode de fonctionnement, restant plus axé sur l'apport de solutions que sur la correction des défaillances identifiées par les missions de diagnostic ; (ii) l'AFC se coordonne bien avec les autres bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires, mais comme l'AFC suit un modèle « axé sur la demande », un effet de levier insuffisant a été utilisé pour pousser les autorités à formuler leurs demandes spécifiquement pour remédier aux faiblesses identifiées par les missions de diagnostic ; (iii) l'efficacité du renforcement des capacités délivré par l'AFC est bonne, mais les systèmes de gestion axée sur les résultats manquent d'indicateurs de performance et ceux du système ne sont pas toujours bien définis et notés ; (iv) AFC s'appuie sur l'expertise à long terme, à court terme, nationale, régionale et internationale, mais il y a encore place à l'amélioration en utilisant mieux les TIC ; (v) L'assistance technique doit être renforcé mais la marge d'amélioration n'est pas encore clairement visible en raison de l'instabilité politique dans la sous-région.

28. L'évaluation a formulé cinq recommandations : (i) faire en sorte que le processus de hiérarchisation utilisé pour identifier les besoins en renforcement des capacités soit axé sur la correction des défauts les plus importants plutôt que sur la mise en œuvre de solutions a priori ; (ii) renforcer les synergies entre bailleurs de fonds pour créer un effet de levier et mettre à disposition une cartographie des activités planifiées et mises en œuvre sur une plateforme commune ; (iii) mieux classer les indicateurs et les séparer entre les intrants (ressources financières), les extrants (fournis par le FMI), les résultats (fournis par l'Administration) et les indicateurs d'impact ; (iv) renforcer l'utilisation des outils technologiques et mettre en œuvre le développement des capacités « hybrides » pour améliorer l'efficacité ; (v)

un point focal devrait être identifié pour chaque axe de travail dans chaque pays afin d'aider à la hiérarchisation des activités en fonction de la capacité d'absorption du pays et d'améliorer le suivi des activités de l'AFC et la mise en œuvre des recommandations formulées à la fois dans les rapports de mission et lors des séminaires.

29. En réponse aux observations et recommandations de l'évaluation, le Centre se propose de : (i) développer un programme de travail en conformité avec le catalogue de gestion axée sur les résultats du FMI ; (ii) mettre un accent sur la formation interne à la gestion axée sur les résultats ; (iii) harmoniser le programme de travail avec les missions du siège du FMI ; (iv) reformuler certaines étapes intermédiaires du cadre logique pour mieux les distinguer ; (v) classer les activités par résultats escomptés lors de l'élaboration du cadre logique ; (vi) poursuivre l'action de coordination avec les autres partenaires au développement dans les domaines d'intervention ; (vii) travailler avec les autorités pour identifier des points focaux sectoriels.

La préparation de la Phase IV (2024-2028)

30. Pour la Phase IV, AFC se propose de poursuivre des d'activités en lien avec ses domaines d'intervention : Mobilisation des recettes (Douanes et impôts) ; Gestion des finances publiques (Macrobudgétaire, budget, Comptabilité publique et gestion de la trésorerie) ; Statistiques des finances publiques et Statistiques macroéconomiques ; Gestion de la dette publique ; Régulation et supervision bancaires ; Modélisation et analyse macroéconomique (nouveau domaine). Pour la Phase IV, AFC se propose aussi de mener plus d'activités en lien avec les thématiques suivantes : Gouvernance et transparence ; Climat et environnement ; Diversité et genre ; Digitalisation et numérisation. Le budget adopté pour la Phase IV se chiffre à 50,5 millions de dollars et son financement est réparti entre les partenaires au développement, les pays membres et le FMI.

31. Au cours de cette réunion, le Comité d'orientation a félicité les synergies entre les différents domaines d'intervention du Centre. Par ailleurs, le Comité a encouragé le Centre à poursuivre les actions entreprises durant la Phase III, à renforcer l'intégration des besoins des pays membres dans le programme de travail du Centre et à augmenter le niveau de délivrance du renforcement des capacités dans les pays membres fragiles.

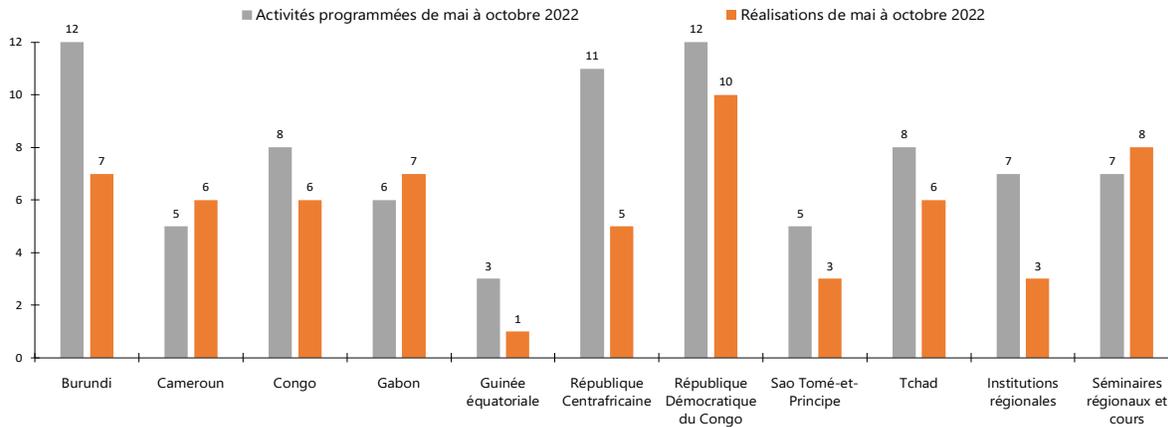
La nouvelle stratégie de communication du Centre

32. Faisant suite à la finalisation de sa nouvelle stratégie de communication au cours de l'année fiscale 2022, le Centre a entrepris le développement de nouveaux supports et outils de communication. Ces nouveaux outils permettront une meilleure communication en amont et aval des activités de développement des capacités mis en œuvre par le centre. En outre, fort de sa stratégie, le Centre a contribué à la stratégie d'amélioration des sites des centres régionaux de renforcement des capacités du FMI mis en œuvre par le département Afrique et visant à (i) améliorer la présentation des pages web ; (ii) faciliter l'accès à l'information ; et (iii) le référencement.

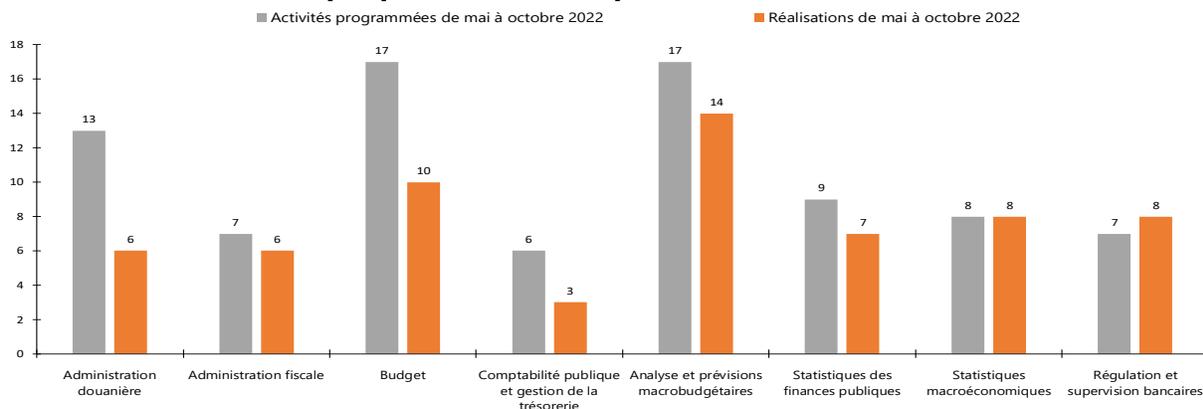
L'exécution des activités programmées

33. Durant le premier semestre de l'année fiscale 2023, le Centre a réalisé 74% des activités prévues de son programme de travail semestriel (62 activités réalisées ; annexe 2). Les missions d'assistance technique du Centre ont couvert l'ensemble de ses domaines d'intervention (annexe 2 ; graphiques 9 et 10). Au premier semestre, le Centre a réalisé l'ensemble des séminaires régionaux prévus dans le programme de travail initial.

Graphique 9 : Activités par pays (en nombre)



Graphique 10 : Activités par domaine (en nombre)



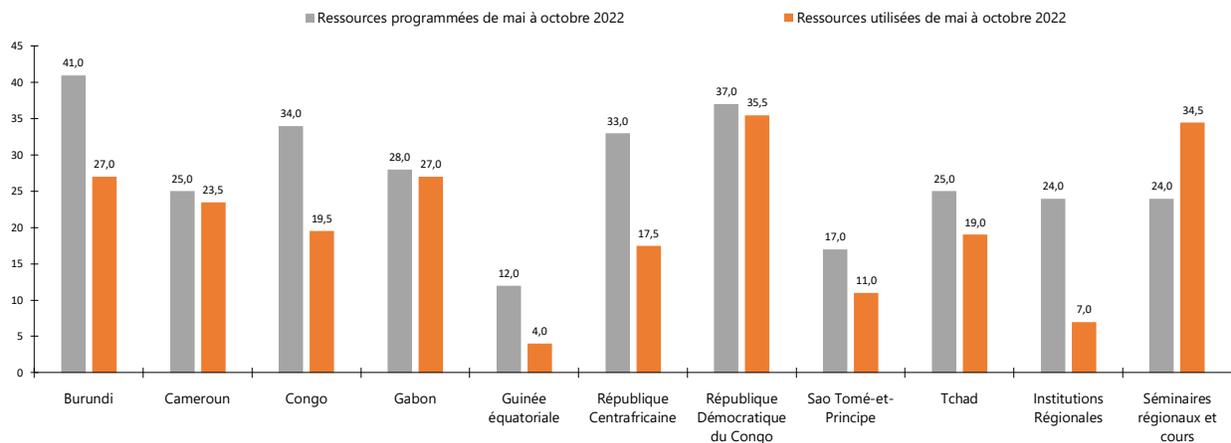
Source : AFRITAC Centre

L'utilisation des ressources programmées

34. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2023, le Centre a consacré 226 personnes semaines (vs 145 en 2022) au renforcement des capacités des administrations des pays membres soit 74% de ses ressources programmées à la mise en œuvre du programme de travail (annexes 3, 3.a, 3.b, 3.a.1, et 3.b.1 ; graphiques 11 et 12). Les chiffres montrent un niveau d'utilisation des ressources de 77% (vs 50% en 2022) en faveur des pays fragiles et de 60% pour ceux de la CEMAC.

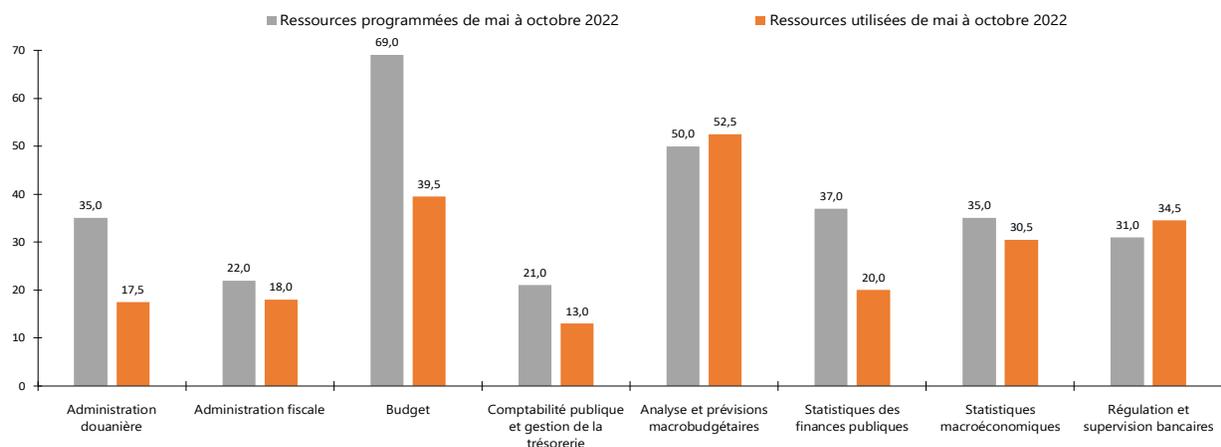
35. Au cours du semestre, le Centre a réalisé huit séminaires et ateliers régionaux qui ont vu la participation de 320 cadres des administrations des pays membres. Ces séminaires couvraient les domaines de l'administration fiscale, de la gestion des finances publiques, des statistiques, de la gestion de la dette publique et de la régulation bancaire. Les thèmes proposés découlaient essentiellement des problématiques identifiées avec les pays membres. Il est important de noter que le Centre a pu délivrer certains de ces séminaires en ligne notamment dans les domaines des statistiques et de la régulation bancaire (annexe 4).

Graphique 11 : Ressources par pays (en personnes semaines)



Source : AFRITAC Centre

Graphique 12 : Ressources par domaine (en personnes semaines)

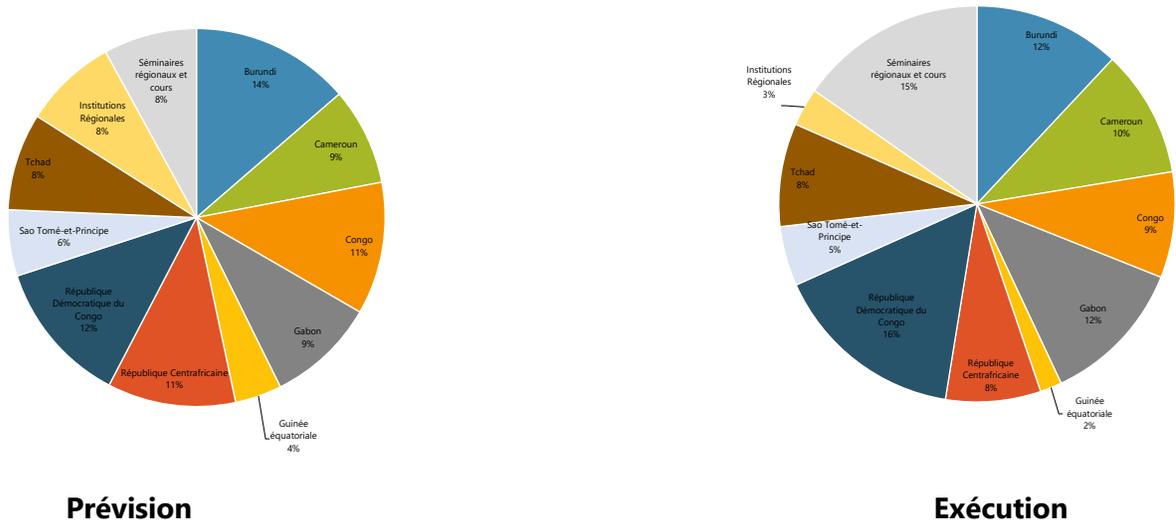


Source : AFRITAC Centre

36. Au cours du premier semestre, l'ensemble des pays membres et des institutions régionales ont reçu les appuis du Centre (graphique 13). Le Centre a noté une forte demande, notamment dans le domaine de l'analyse et des prévisions macrobudgétaires. Cette démarche répond aux demandes ponctuelles en lien avec le retour des missions en présentiel

et la nécessité pour les pays sous programme avec le FMI de respecter certains repères structurels. Durant cette période, le Centre a consacré 62% des ressources utilisées à l'appui aux réformes des finances publiques (administration des revenus et gestion des finances publiques) et 23 % au renforcement des statistiques et le reste de ses ressources soit 15% à la régulation et supervision bancaires (graphique 14).

Graphique 13 : Répartition des ressources par pays (en pourcentage)



Source : AFRITAC Centre

Graphique 14 : Répartition des ressources par domaine (en pourcentage)



Source : AFRITAC Centre

37. Au cours du semestre, le Centre a consacré 77% de ses ressources aux pays membres en situation de fragilité (graphique 15). Ainsi, le Centre contribue à la poursuite de la mise en œuvre de l'initiative des États fragiles du FMI et des priorités fixées par le Fonds pour le renforcement des capacités. Plus concrètement, le Centre a multiplié des appuis aux pays

notamment dans le cadre de la reprise des missions en présentiel. Il s'agissait entre autres de renforcer leurs capacités sur la mise en œuvre des mesures de sécurisation des recettes, de la bonne gestion des finances publiques et de l'exécution budgétaire dans les domaines de l'administration des recettes et de la gestion des finances publiques qui constituent des axes majeurs de l'assistance technique offerte par le Centre.

Graphique 15 : Répartition des ressources selon la fragilité du pays bénéficiaire⁴ (en pourcentage)



Source : AFRITAC Centre

L'appui en gestion de la dette publique

38. Au cours du premier semestre, les pays membres du Centre ont continué de bénéficier des appuis en gestion de la dette publique. Cet appui est financé par le fonds thématique *Debt Management Facility* (DMF) mis en place par le FMI et la Banque mondiale. Une analyse des réalisations et des résultats plus détaillée est disponible dans l'annexe 5.

Personnel

39. Au cours du premier semestre de l'année fiscale 2023, le Centre n'a pas connu de mouvement de son personnel. Les activités de renforcement des capacités sont menées par neuf conseillers résidents. Le suivi du programme de travail, de la mise en œuvre du cadre logique et de la gestion axée sur les résultats sont assurés par deux chargés de projets. Le Centre compte un office manager, deux assistantes administratifs senior, deux assistants administratifs et un technicien-coursier pour délivrer l'appui administratif et logistique nécessaire au bon fonctionnement du bureau (annexe 6).

III. REALISATIONS DU CENTRE AU 31 OCTOBRE 2022

40. Les principales réalisations atteintes par pays au cours du premier semestre de l'année fiscale 2023 (du 1^{er} mai au 31 octobre 2022) sont décrites dans les sections suivantes.

⁴ Cette répartition ne prend pas en compte la part des ressources utilisées pour les séminaires régionaux et les institutions régionales.

Ces résultats sont présentés conformément au nouveau cadre de gestion axée sur les résultats du FMI. Pour plus de détails sur la performance des activités menées par le Centre au cours de la période, nous vous invitons à visiter la section «[Actualités](#)» de notre site web.

Burundi

Administration fiscale

- Participation à l'identification des mesures à court terme et des réformes structurelles à moyen et long terme pour renforcer la mobilisation des recettes fiscales auprès de l'Office Burundais des recettes.

Gestion des finances publiques

- Diagnostic de la gestion des finances publiques dans le cadre du réengagement du pays avec l'assistance technique du Département des finances publiques ;
- Développement de l'architecture des programmes budgétaires ;
- Renforcement de la cohérence entre le segment économique de la nomenclature budgétaire et le plan comptable de l'Etat.

Statistiques des finances publiques

- Actualisation des statistiques du sous-secteur de l'ACB en reconstituant une série statistique 2014-2021 ;
- Adoption de la présentation TOFE MSFP 2014 par le Burundi, tel que recommandé par la Communauté Economique Est-Africaine ('EAC') ;
- Formation de l'équipe TOFE pour l'extension de la couverture du TOFE aux autres sous-secteurs des administrations publiques (APUs), notamment aux unités extrabudgétaires, à la sécurité sociale, et aux collectivités locales.

Régulation et supervision bancaires

- Développement d'un projet de règlement portant sur le Net Stable Funding Ratio (NSFR) ;
- Elaboration d'un modèle d'étude d'impact quantitatif du NSFR ;
- Appui à la préparation et à la réalisation de l'étude d'impact de la mise en œuvre du NSFR au niveau du secteur bancaire de la République du Burundi ;
- Suivi de la mise en œuvre de la feuille de route IFRS 9 ;
- Actualisation de la circulaire 12 relative à la classification et au provisionnement des créances des établissements de crédit (y compris le format de reporting prudentiel) ;
- Projet de lignes directrices pour la mise en œuvre d'IFRS 9 ;
- Projet de circulaire risque de taux (risque IRRBB).

Cameroun

Administration douanière

- Sensibilisation au Système Interconnecté des Marchandises en Transit (SIGMAT) déjà utilisé dans certains pays d'Afrique occidentale ;
- Analyse comparative entre le dispositif existant pour le transit au Cameroun et celui envisagé par SIGMAT ;
- Formulation de recommandations pratiques pour le développement et la mise en œuvre progressive de l'interconnectivité, basée sur une stratégie consolidée et des priorités ;
- Accompagnement des services douaniers dans le développement stratégique et l'utilisation efficace d'un entrepôt de données. Cet outil fournira à la Douane de meilleures bases pour la prise de décisions, la mesure de la performance et également pour optimiser la gestion des risques.

Gestion des finances publiques

- Etat de mise en œuvre de la budgétisation sensible au genre et des développements récents ainsi que la revue de la version définitive du document budgétaire sensible au genre élaboré au titre de l'exercice 2023 ;
- Accompagnement du processus de production du document budgétaire sensible au genre pour le budget 2023.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Définition du format, des sources d'informations et les analyses du rapport sur les risques budgétaires ;
- Détermination des dispositifs institutionnels, administratifs et légaux nécessaires pour atténuer, suivre et gérer efficacement les risques budgétaires ;
- Développement d'un plan d'action pour améliorer le suivi des risques budgétaires.

Statistiques macroéconomiques

- Appui de l'Institut National de la Statistique (INS) du Cameroun dans le processus de compilation des CNA contemporains avec une politique de révision claire qui couvre toutes les séries publiées des CNT et des CNA.

République du Congo

Administration douanière

- Sensibilisation au Système Interconnecté des Marchandises en Transit (SIGMAT) déjà utilisé dans certains pays d'Afrique occidentale ;

- Analyse comparative entre le dispositif existant pour le transit au Congo et celui envisagé par SIGMAT ;
- Formulation de recommandations pratiques pour le développement et la mise en œuvre progressive de l'interconnectivité, basée sur une stratégie consolidée et des priorités ;
- Appui au développement des mesures et outils supplémentaires pour un suivi des exonérations et des régimes suspensifs plus efficace et efficient pour contribuer à la sécurisation des recettes douanières.

Gestion des finances publiques

- Renforcement de la priorisation des projets d'investissement public dans le cadre du processus d'élaboration du budget 2023 et encadrement du fonds d'études des projets d'investissement.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Mise à jour de la nomenclature des comptes nationaux dans le modèle de prévisions macroéconomique et budgétaire ;
- Endogénéisation des variables de prix ainsi que des importations en volume et des investissements privés ;
- Insertion d'un module dette dans le modèle et l'automatisation de la comparaison des scénarii de projection et de l'interface du modèle ;
- Actualisation du manuel du modèle et la mise à jour de la feuille de route 2022-2024 pour le renforcement du modèle.

Statistiques des finances publiques

- Établissement pour 2019 des SFP pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, laquelle constitue le sous-secteur de la sécurité sociale ;
- Examen des classifications selon le MSFP 2014 des rubriques du compte administratif des entités extra budgétaires (ou de leurs états financiers dans certains cas) et des collectivités locales pour l'exercice 2019 ;
- Examen des procédures d'établissement des statistiques de la CRF pour 2018 à partir de son compte administratif et vérification des classifications.

Statistiques macroéconomiques

- Appui de l'équipe de l'INS dans les travaux d'élaboration des CNA de 2021 selon le Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993) ;
- Lancement des travaux de rebasage des comptes nationaux conformes au SCN 2008 ;
- Lancement des travaux d'élaboration des CNT par l'identification des différents indicateurs de haute fréquence pouvant servir de données nécessaires pour la mise en place des CNT.

Gestion de la dette publique

- Appui à la Caisse congolaise d'amortissement et à la Direction générale du Trésor pour la préparation du document de stratégie de dette pour la période 2023-2025, un repère structurel du programme actuel avec le FMI.
- Proposition d'un nouvel organigramme pour la Caisse congolaise d'amortissement selon le modèle front, middle et back office, un engagement dans le cadre du programme convenu avec le FMI.

Gabon

Administration douanière

- Vérification des taux des droits et taxes appliqués par la Douane pour les marchandises commerciales déclarées à l'importation et à l'exportation et également de leur conformité avec les bases juridiques régionales (CEMAC) et nationales pertinentes.
- Formulation de recommandations pratiques pour faciliter la transposition de la réglementation dans le SYDONIA de la Douane et renforcer d'avantage le dispositif organisationnel en charge de la matière.

Administration fiscale

- Proposition d'adoption du traitement des demandes remboursement du crédit TVA en fonction des risques ;
- Opérationnalisation de la TVA différée à l'importation sur les investissements productifs réalisés par les industriels et les exportateurs.

Gestion des finances publiques

- Développement de la classification fonctionnelle et codification des dépenses publiques selon la classification fonctionnelle pour toutes les lignes budgétaires du budget 2022 sur format Excel en attendant la bascule dans l'application VECTIS⁵ et la réplique pour le budget 2023 ;
- Poursuite du renforcement du pilotage de l'exécution budgétaire par l'élaboration du plan d'engagement dans l'application VECTIS ;
- Les capacités des cadres du ministère du budget et des comptes publics dans l'utilisation de la classification fonctionnelle sont renforcées ;
- Elaboration du manuel de procédures de la comptabilité des matières en accompagnement des travaux de mise en œuvre de la directive pertinente de la CEMAC,
- Optimisation du compte séquestre remboursement des crédits de TVA en vue d'éviter l'accumulation des arriérés.

⁵ Système de gestion informatisée de la dépense publique

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Etat des lieux de la mise en œuvre des recommandations de la mission conjointe FAD/AFC de janvier/février 2021 ;
- Présentation et l'utilisation pratique de l'outil d'évaluation de la santé financière des entreprises publiques (SOE Health Check Tool) ;
- Recueil des commentaires des autorités sur leur expérience avec l'outil précité et sur la manière d'utiliser ses résultats pour améliorer le rapport annuel sur les risques budgétaires.

Statistiques des finances publiques

- L'élaboration de la Situation des opérations (TOFE) de la CNAMGS des exercices 2019, 2020 et 2021 ;
- L'élaboration de la Situation des opérations (TOFE) des Collectivités locales de l'exercice 2021 ;
- La production d'une Situation des opérations consolidée entre l'Administration centrale budgétaire, les Collectivités locales et le sous-secteur de la sécurité sociale (excluant la CNSS⁶) sur la période 2019 – 2021.

Statistiques macroéconomiques

- Plusieurs échanges ont eu lieu avec les équipes en charge des comptes nationaux sur la mise en place de la nomenclature et les documents d'enquêtes complémentaires requis pour la mise en place de la nouvelle année de base et la migration au SCN 2008.

Guinée équatoriale

Gestion des finances publiques

- Les travaux d'appui à la transposition des directives de la CEMAC se poursuivent par un appui à distance, avant la tenue d'un atelier de présentation et de validation des textes.

Statistiques macroéconomiques

- Estimation des CNA pour la période 2019-2020 : Poursuite du renforcement des capacités des cadres de l'INEGE (Institut National de la statistique de la Guinée-équatoriale) sur l'élaboration des CNA conformes au Système de comptabilité nationale 1993 (SCN 1993) ;
- Définition d'une feuille de route pour le rebasage des comptes nationaux et la migration au Système de comptabilité nationale 2008 (SCN 2008).

⁶ Caisse nationale de sécurité sociale

République Centrafricaine

Administration fiscale

- Appui à l'identification des aspects clés des opérations de l'administration fiscale qui pourraient être renforcés en vue d'augmenter le rendement des recettes fiscales à court terme et de jeter les bases de réformes structurelles à moyen et long terme.

Gestion des finances publiques

- Diagnostic de la direction du contrôle financier et proposition d'un projet de texte pour sa réorganisation. Un manuel de procédures du contrôle financier est en cours d'élaboration et sera adossé à la nouvelle organisation et aux attributions renouvelées de cette direction.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Poursuite de la formation virtuelle des fonctionnaires centrafricains du ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale sur le cadre conceptuel de la Programmation et des Politiques Financières (PPF) et de présenter des approches méthodologiques d'analyse et de prévision macroéconomique applicables dans un contexte de contraintes de données et de statistiques sectorielles.

Statistiques des finances publiques

- Appui à l'élaboration du TOFE annuel pour 2021 couvrant l'ACB au format MSFP 2014 ;
- Appui à l'actualisation des données de la dette publique selon le Guide aux Utilisateurs des Statistiques de la Dette du Secteur Public de 2013 (SDSP).

Statistiques macroéconomiques

- Appui à distance de l'ICASEES dans la poursuite des travaux sur l'élaboration des CNA et l'utilisation des données des sources administratives.

Gestion de la dette publique

- Renforcement des capacités de la Direction de la dette et du portefeuille de l'Etat en matière de planification et d'exécution des émissions de titres publics et de gestion des relations avec les investisseurs.

République Démocratique du Congo

Gestion des finances publiques

- Revue de qualité de la stratégie de décentralisation fiscale et de son plan d'action préalable réalisée dans le cadre d'une mission conjointe avec le département des finances publiques du FMI ;
- Organisation d'un séminaire sur la crédibilité du budget pour les députés membres de la Commission économique et financière de l'Assemblée nationale ;
- Revue de qualité du plan comptable de l'Etat et du guide de fonctionnement des comptes, deux référentiels essentiels de base de classement et de présentation des opérations budgétaires, financières et comptables de l'Etat.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Poursuite de la révision du modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire (MCMB) et renforcement des capacités des experts du Comité permanent de cadrage macroéconomiques (CPCM).

Statistiques des finances publiques

- Mise à jour des statistiques des finances Publiques, et plus spécifiquement le TOFE annuel couvrant l'administration centrale budgétaire pour l'exercice 2021 ;
- Lancement du chantier d'extension du champ de couverture des statistiques TOFE, au-delà de l'actuelle administration centrale budgétaire, aux autres sous-secteurs des administrations publiques, notamment les unités extra-budgétaires, la sécurité sociale, et les collectivités locales.

Statistiques macroéconomiques

- Appui à la production de la série contemporaine des CNA de 2020 et 2021.
- Formation sur l'utilisation des données des sources administratives pour des fins de comptabilité nationale.

Gestion de la dette publique

- Aide à la préparation du plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs préconisés en novembre 2021. Proposition d'un nouvel organigramme des services de la Direction générale de la dette publique en front, middle et back office.

Régulation et supervision bancaires

- Appui de la Banque centrale du Congo (BCC) à mettre en œuvre deux recommandations, au cours de deux missions, de l'Evaluation de la Stabilité du Secteur Financier (*Financial Sector*

Stability Review) réalisé par le département des marchés monétaire et des capitaux du Fonds monétaire international (revue et enrichissement du reporting qualitatif, développement d'un projet de circulaire sur les transactions avec les apparentées, intégration de la notation annuelle du profil de risque des banques au niveau du processus de supervision) ;

- Développement d'une méthodologie pour les examens approfondis de dossiers de crédit au cours d'inspections sur place au sein des banques et quatre outils pour organiser et soutenir la réalisation de ce type d'inspection thématique.

Sao Tomé-et-Principe

Administration fiscale

- Formation sur le contrôle fiscal des banques et assurances pour les cadres de la Direction des impôts.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Appui à l'actualisation des cadres macrobudgétaires à moyen terme avec les données disponibles ;
- Contribution à l'élaboration du cadre budgétaire à moyen terme, de la note sur la stratégie budgétaire et du rapport annuel sur les risques budgétaires à inclure dans la documentation budgétaire 2023.

Statistiques des finances publiques

- Appui à l'élaboration du TOFE annuel consolidé pour l'ensemble des administrations publiques (*'General Government'*) de 2019 à 2021 au format MSFP 2014 ;
- Production du tableau expérimental de la dépense selon la 'Classification par Fonction des Administrations Publiques' – CFAP ou '*Classification Of Functions Of Government - COFOG*', pour l'année 2021.

Gestion de la dette publique

- Renforcement des capacités du service de gestion de la dette, de la Direction du Trésor et de la Banque centrale de São Tomé-et-Príncipe sur la démarche de préparation du calendrier d'émission et l'évaluation des bons et obligations du Trésor ;
- Evaluation de la capacité des autorités à émettre des obligations du Trésor.

Régulation et supervision bancaires

- Participation de représentants de la BCSTP (Banque centrale de Sao Tomé-et-Principe) au webinaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation bancaires sur l'analyse des risques financiers liés au climat.
- Pas d'activité de renforcement des capacités réalisée au cours de ce semestre.

- Une lettre de demande des besoins en assistance technique a été envoyée aux autorités mais est restée sans réponse.

Tchad

Gestion des finances publiques

- Atelier de présentation et de validation technique des projets de loi sur la gouvernance des entreprises publiques et des autorités administratives indépendantes, pour appuyer les autorités à progresser dans le processus d'adoption d'un cadre légal complet de supervision des entités publiques.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics (PIMA) y compris son volet consacré à l'intégration des objectifs de changement climatique dans la gestion des investissements publics (CPIMA) ;
- Revue du rapport annuel sur les risques budgétaires. Examen plus spécifique de la prise en compte dans ce rapport des risques budgétaires liés aux chocs macroéconomiques, aux développements récents concernant, à l'analyse de la dynamique de la dette publique ainsi qu'à l'analyse des risques liés au changement climatique ;
- Formation des cadres sur les processus de calibrage du modèle de cadrage macroéconomique et budgétaire SIGNET.

Statistiques des finances publiques

- Appui de l'équipe TOFE Tchadienne à la finalisation des travaux de mise à jour de la série des statistiques des finances publiques de 2017 à 2021 suivant la méthodologie de cette dernière directive.

Statistiques macroéconomiques

- Appui à la poursuite des travaux sur les comptes de la nouvelle année de base (2017) et la mise en place de la série complète des comptes nationaux selon la base 2017 et le SCN 2008 ;
- Grâce à l'appui technique, l'INSEED a commencé les travaux d'élaboration des comptes de 2018 et s'est engagé à mettre à la disposition des utilisateurs les séries rétropolées des comptes de la nouvelle base 2017 pour la période 2005-2016.

Gestion de la dette publique

- Renforcement de la Cellule d'émission des titres publics sur la démarche de préparation et de mise en œuvre du calendrier d'émission de titres publics,
- Appui à la préparation du calendrier d'émission de titres publics pour le deuxième semestre 2022.

BEAC – Banque des états de l’Afrique centrale

Gestion de la dette publique

- Amélioration de la connaissance des Trésors de la CEMAC lors de la 3^{ème} Réunion des Trésors organisée par la BEAC sur le lien entre la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et le développement du marché des titres publics ;
- Appui à l’identification des priorités à court terme pour améliorer le fonctionnement du marché des titres publics de la CEMAC.

Régulation et supervision bancaires

- Participation des cadres de la région et des pays membres à une conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption.

CEMAC – Communauté économique et monétaire de l’Afrique centrale

Administration douanière

- Etude des pratiques des pays membres concernant l’application de l’Article 156.4 du Code des Douanes et proposition d’un projet de Règlement pour une uniformisation de la Déclaration des éléments constitutifs de la valeur en vue d’améliorer les recettes des pays membres.

Administration fiscale

- Validation du projet de Directive portant Livre des Procédures Fiscales Communautaire (LPFC CEMAC).

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Séminaire sur la conjoncture et la prévision au profit des pays membres d’AFC organisé par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC et la BEAC.

COBAC – Commission bancaire de l’Afrique centrale

Régulation et supervision bancaires

- Pas d’activité réalisée au cours de ce semestre les groupes de travail en charge de la mise en œuvre du cadre de Bale III étant indisponibles ;
- Les activités planifiées ont été reportées au 2eme semestre de l’année fiscale ;

- Une lettre annuelle de demande des besoins en assistance technique a été envoyée aux autorités et est restée sans réponse ;
- Des besoins en matière de renforcement des capacités ont été exprimés par la délégation de la COBAC lors des Assemblées annuelles à Washington, dans le cadre d'une réunion bilatérale avec le département des marchés monétaires et des capitaux du FMI (MCM) ;
- Ces besoins seront pris en compte pour l'élaboration du programme de travail de l'exercice fiscal FY24.

Séminaires et cours régionaux

Administration fiscale

- Atelier sur le programme de renforcement des capacités du FMI au profit de la RCA, Tchad et RDC pour évaluer le programme d'assistance technique entre 2019 et 2022 et d'identifier les priorités de réformes à partir de 2023. Des cadres logiques d'intervention du FMI dans les pays en termes de renforcement de capacités ont été élaborés.

Gestion des finances publiques

- 10^{ème} édition du Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des Etats d'AFC. Cette édition était axée autour du thème : Un regard rétrospectif et les problématiques émergentes dans la gestion des finances publiques.

Analyse et prévisions macroéconomiques et budgétaires

- Atelier régional semestriel conjoint sur les prévisions macroéconomiques. Cette édition a réuni des responsables des pays de la CEMAC, du Burundi, de la RDC, de Sao Tomé-et-Principe et de Djibouti.
- Séminaire régional conjoint sur l'évaluation et la gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat.

Statistiques macroéconomiques

- Webinaire pour renforcer les capacités des cadres dans l'utilisation des données des sources administratives. Un accent particulier a été mis sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des statistiques du commerce international de marchandises et de la balance des paiements (BDP) pour des fins de comptabilité nationale ;
- Webinaire pour renforcer les capacités des cadres dans l'utilisation des données des sources administratives. Un accent particulier a été mis sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des statistiques des finances publiques (SFP).

Gestion de la dette publique

- Amélioration des connaissances des participants au Webinaire sur les caractéristiques des financements verts, leur prise en compte dans la stratégie de gestion de la dette, la nécessaire coordination entre les gestionnaires de la dette et les autres administrations, et les exigences de reporting de l'utilisation des fonds mobilisés.
- Séminaire régional conjoint sur l'évaluation et la gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat.

Régulation et supervision bancaires

- Webinaire inter-régional dans le domaine de la supervision et de la réglementation bancaires sur l'analyse des risques financiers liés au climat.

IV. PERSPECTIVES DES ACTIVITES POUR LE SECOND SEMESTRE

- 41. Le second semestre sera marqué par une montée croissante des activités sur le terrain en raison de la demande des pays membres.** En effet, suite au besoin de l'ensemble des pays de voir un redéploiement des missions sur le terrain notamment dans les domaines d'intervention tels que de la gestion des finances publiques, des statistiques et de la gestion de la dette, le Centre réalisera les missions programmées et celles reportées du premier semestre en fonction des priorités des pays membres, des capacités d'absorption et des ressources humaines et financières disponibles.
- 42. Dans l'objectif de poursuivre la mise en œuvre de la stratégie du FMI en faveur des pays fragiles, le Centre organisera plusieurs missions dans ces pays.** Dans le domaine des statistiques, le Centre organisera des missions au Burundi, au Cameroun, en République Centrafricaine, au Tchad et en Guinée équatoriale sur le TOFE et les statistiques du secteur de la dette publique en synergie avec le projet D4D du siège du FMI. Dans le domaine de l'administration fiscale, le Centre soutiendra le Tchad et le Burundi sur l'amélioration du civisme fiscal et le développement d'un plan d'action de réformes. Au Cameroun et en République du Congo, le Centre travaillera sur la prise en compte des plafonds d'emplois dans la budgétisation des dépenses du personnel et l'amélioration de l'exécution dépenses publiques. Un appui renforcé au Burundi sera déployé dans le domaine de la gestion des finances publiques pour accompagner le plan d'action établi en octobre 2022.
- 43. Durant le second semestre, le Centre réalisera des missions additionnelles à la demande des autorités.** Notamment, dans le domaine de la supervision bancaires, le Centre aidera les autorités de la RDC à effectuer l'analyse d'écart entre la nouvelle loi bancaire et le cadre réglementaire. En République du Burundi, le Centre organisera une formation des nouveaux superviseurs sur la supervision basée sur les risques et la notation des banques.
- 44. Au cours du second semestre, le Centre organisera plusieurs séminaires régionaux qui réuniront les cadres des administrations des pays membres.** En effet, les cadres des ad-

ministrations douanières de la région se réuniront autour du thème du renforcement de la gestion, du suivi et du contrôle des exonérations et des régimes suspensifs. Dans le domaine de l'administration fiscale, le séminaire régional portera sur la gouvernance et la transparence dans les administrations fiscales. Dans le domaine des statistiques, le Centre organisera un séminaire sur le thème de la collecte des données sources et le passage de leurs écritures dans le TOFE. La gestion des recettes issues des industries extractives sera abordée lors d'un séminaire régional organisé par le domaine en charge des prévisions budgétaires. Dans le domaine de la supervision de la régulation bancaire, le Centre organisera un séminaire conjoint avec AFRITAC Ouest sur le processus de revue prudentielle, le système d'alerte précoce et leur intégration dans la supervision basée sur les risques. Dans le domaine de la gestion des finances publiques, le Centre organisera un atelier sur la budgétisation des recettes affectées, et un séminaire conjoint avec AFRITAC Ouest, sur financement de la GIZ, sur la gestion des investissements publics. Au titre des cours régionaux en collaboration avec ICD, le Centre organisera un cours de deux semaines sur l'analyse de la politique budgétaire.

V. NOUVELLES DU CENTRE

Visites officielles du Directeur dans les pays membres

- 45. Mission du Directeur en République du Congo, du 27 juin au 01 juillet 2022.** Lors de sa mission au Congo, il a rencontré le Ministre du Budget avec lequel les discussions ont porté, entre autres, sur les domaines d'assistance technique pour lesquels un portage politique est nécessaire pour avancer l'agenda des réformes, notamment en ce qui concerne la bascule vers le budget de programme, le renforcement de la qualité des prévisions macroéconomiques et le renforcement des capacités.
- 46. Mission du Directeur au Cameroun, du 07 au 22 juillet 2022.** Il a rencontré les autorités notamment les conseillers du Secrétaire Général à la Présidence et du ministre des Finances, les directeurs généraux du budget, des douanes, des impôts, des statistiques et de la Caisse Autonome d'Amortissement (CAA) ainsi que plusieurs hautes personnalités des administrations du pays. Au cours de ces rencontres, un état des lieux a été réalisé sur l'appui du Centre dans les différents domaines de son champ de couverture, ainsi que sur certains sujets préoccupants pour les autorités notamment la contribution au budget du Centre, la subvention sur les prix des produits pétroliers et la réflexion sur la mise en place d'un mécanisme approprié d'ajustement des prix à la pompe.
- 47. Mission du Directeur en République Démocratique du Congo, du 03 au 06 octobre 2022.** Au cours de cette visite, le Directeur du Centre a échangé avec les autorités du pays dont le ministre des Finances, le Gouverneur de la Banque Centrale, les Directeurs Généraux des Douanes, du Trésor et du Budget. Il a également procédé à l'ouverture de l'atelier sur la crédibilité budgétaire qui a été un succès un grand nombre de députés qui y ont pris part, dont plusieurs anciens ministres. L'atelier était animé par le conseiller résident en gestion des dépenses publiques M. Ephrem Ghonda Makiadi et un expert de court terme du département des finances publiques du FMI en la personne d'Harry Snoek. Une séance de travail a

été organisée avec le coordinateur national du COREF, M. Godefroid Misenga, et le support du ministère des Finances pour arrêter une date du prochain comité d'orientation extraordinaire qui se tiendra en novembre 2022. Enfin, il a préconisé l'organisation d'une mission de diagnostic en RDC avec les experts des différents ministères pour une meilleure lecture de leurs besoins.



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Renforcement des Capacités
pour l'Afrique Centrale



CADRES LOGIQUES DES OBJECTIFS ET DES RESULTATS ESCOMPTES
Semestre 1 de l'année Fiscale 2023 (Du 1^{er} mai au 31 octobre 2022)
(Les cadres logiques détaillés avec notations sont produits annuellement et sont
disponibles à la demande des parties prenantes)

Renforcer les capacités macroéconomiques en Afrique Centrale

Domaine	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	République du Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Tous les pays AFC	
Administration douanière	Amélioration des fonctions essentielles de l'administration douanière	Les programmes d'audit et de lutte contre la contrebande assurent plus efficacement l'application des lois douanières		x		x										
		Les initiatives de facilitation des échanges et de services favorisent davantage la conformité volontaire		x	x											
	Renforcement de la gestion de l'administration des recettes et des dispositions de gouvernance	Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.											x			
Domaine	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	République du Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Tous les pays AFC	
Administration fiscale	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	La capacité de réforme a augmenté grâce à une stratégie de réforme claire et à l'adoption et l'institutionnalisation d'un cadre de gestion stratégique.	x													
		Les dispositions organisationnelles permettent une mise en œuvre plus efficace de la stratégie et des réformes.				x		x								
		Les lois fiscales et/ou douanières sont mises à jour, simplifiées et mieux alignées sur les normes modernes et les protocoles internationaux.							x					x		
	Renforcement des fonctions essentielles de l'administration fiscale	L'audit et les autres programmes de vérification garantissent plus efficacement l'exactitude des rapports.		x							x					

Domaine	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	République du Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Tous les pays AFC	
Gestion des finances publiques (volet prévisions macroéconomiques)	Renforcement de l'identification, du suivi et de la gestion des risques budgétaires	Un budget annuel plus complet et unifié est publié							x							
		L'analyse et la présentation des risques macroéconomiques sont améliorées		x		x					x					
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.			x											
	Préparation d'un budget complet, crédible et fondé sur des politiques.	Un cadre macro-fiscal à moyen terme plus crédible qui soutient la préparation du budget.			x		x	x			x	x				
		Un budget annuel plus complet et unifié est publié.								x		x				
		Un cadre budgétaire à moyen terme plus crédible est intégré au processus budgétaire annuel.									x					x
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.			x											

Domaine	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	République du Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Tous les pays AFC
Gestion des finances publiques (volet budget)	Amélioration des lois sur la gestion des finances publiques et efficacité des institutions	La capacité du ministère des finances à planifier, mettre en œuvre et soutenir les réformes de la gestion des finances publiques est renforcée.				x									x
	Amélioration de l'exécution et du contrôle du budget	L'exécution et les contrôles budgétaires sont renforcés				x									
	Préparation d'un budget complet, crédible et fondé sur des politiques.	Un budget annuel plus complet et unifié est publié	x			x			x						
		La planification et la budgétisation des investissements publics sont plus crédibles.			x										
Domaine	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	République du Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Tous les pays AFC
Gestion des finances publiques (volet comptabilité publique)	Amélioration de la couverture et de la qualité des rapports fiscaux	Amélioration de l'exhaustivité, de la fréquence et de la qualité des rapports financiers.							x						
	Amélioration de la gestion des actifs et des passifs	Un plus grand nombre de recettes et de dépenses de l'administration centrale sont déposées et décaissées sur un compte unique du Trésor.				x							x		

Domaine	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	République du Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Tous les pays AFC
Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement acceptées, y compris le développement de l'infrastructure statistique, des données sources, de la facilité d'entretien et/ou des métadonnées	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public.	x		x	x	x		x						
		Les données sont compilées et diffusées en utilisant les concepts et les définitions du dernier manuel/guide.							x						
Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la diffusion de statistiques macroéconomiques et financières pour la prise de décision conformément aux normes statistiques internationalement acceptées, y compris le développement de l'infrastructure statistique, des données sources, de la facilité d'entretien et/ou des métadonnées	Un nouvel ensemble de données a été compilé et diffusé en interne et/ou au public.	x		x	x	x	x			x				

Domaine	Objectifs	Résultats escomptés	Burundi	Cameroun	République du Congo	Gabon	Guinée équatoriale	République centrafricaine	République démocratique du Congo	Sao Tomé et-Principe	Tchad	BEAC	CEMAC	COBAC	Tous les pays AFC	
Réglementation et supervision bancaires	Les banques disposent de solides positions de capital et de liquidité qui couvrent adéquatement leurs risques et contribuent à la stabilité du système financier.	Les superviseurs disposent des compétences nécessaires pour piloter le processus de mise en œuvre de Bâle II/III et pour contrôler la conformité des banques aux nouvelles exigences.	x													
		Le niveau des fonds propres des banques reflète bien leur profil de risque, leur stratégie commerciale et leur niveau d'acceptation des risques.	x													
	Mettre en œuvre un système de surveillance basé sur le risque (RBS) et améliorer les autres processus de surveillance.	Renforcement de la structure institutionnelle et des procédures opérationnelles et de mise en œuvre de la RBS								x						
		Les autorités de surveillance disposent d'une capacité suffisante pour mettre en œuvre efficacement la surveillance fondée sur le risque et les autres processus de surveillance.								x						
	Les autorités de surveillance disposent d'une capacité suffisante pour mettre en œuvre efficacement la surveillance fondée sur le risque et les autres processus de surveillance.	Amélioration des lignes directrices en matière de provisionnement et mise en œuvre de ces lignes directrices Le provisionnement est proportionnel au risque de crédit et suffisant pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres.		x												
		Les autorités approuvent un plan d'action qui définit les principales étapes de la mise en œuvre des recommandations de l'AT concernant l'application des IFRS relatives aux NPL.		x												
		Amélioration de la connaissance des IFRS par les superviseurs CB et les banques, y compris le traitement des questions spécifiques de provisionnement pour équilibrer les exigences des IFRS et des principes de Bâle.		x						x						



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre



ANNEXE 2

ACTIVITES REALISEES PAR PAYS
Mai à Octobre 2022
(En nombre d'activités)

Pays / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à Octobre 2022								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Burundi	12	4	0	0	3	0	7	58	
Cameroun	5	6	0	0	0	0	6	120	
Congo	8	6	0	0	0	0	6	75	
Gabon	6	7	0	0	0	0	7	117	
Guinée équatoriale	3	1	0	0	0	0	1	33	
République Centrafricaine	11	4	0	0	1	0	5	45	
République Démocratique du Congo	12	9	0	0	1	0	10	83	
Sao Tomé-et-Principe	5	3	0	0	0	0	3	60	
Tchad	8	5	0	0	1	0	6	75	
Institutions régionales	7	3	0	0	0	0	3	43	
Séminaires régionaux et cours	7	0	8	0	0	0	8	114	
Total général	84	48	8	0	6	0	62	74	
Pays fragiles ¹	56	34	0	0	6	0	40	71	
Pays de la CEMAC ²	41	29	0	0	2	0	31	76	
¹ Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad									
² Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad									



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
 Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale
 AFRITAC Centre
ANNEXE 2



ACTIVITES REALISEES PAR DOMAINE

Mai à Octobre 2022
(En nombre d'activités)

Domaine / Type d'activité (en nombre d'activités)	Mai à Octobre 2022								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux de réalisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Administration douanière	13	6	0	0	0	0	6	46	
Administration fiscale	7	4	1	0	1	0	6	86	
Gestion des finances publiques ³	23	9	1	0	3	0	13	57	
<i>Budget</i>	17	7	1	0	2	0	10	59	
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	6	2	0	0	1	0	3	50	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	17	10	2	0	2	0	14	82	
Statistiques des finances publiques	9	7	0	0	0	0	7	78	
Statistiques macroéconomiques	8	6	2	0	0	0	8	100	
Régulation et supervision bancaires	7	6	2	0	0	0	8	114	
Total général	84	48	8	0	6	0	62	74	

³ La gestion des finances publiques inclut les activités des deux domaines suivants : (1) budget et (2) comptabilité publique et la gestion de la trésorerie.



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre



ANNEXE 3

**RESSOURCES PAR PAYS
MAI à OCTOBRE 2022
(En personnes semaines)**

Pays / Type d'activité (en personnes semaine)	Mai à Octobre 2022								
	Programmation	Utilisation						Grand Total	Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Burundi	41,0	18,0	0,0	0,0	9,0	0,0	27,0	66	
Cameroun	25,0	23,5	0,0	0,0	0,0	0,0	23,5	94	
Congo	34,0	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	19,5	57	
Gabon	28,0	27,0	0,0	0,0	0,0	0,0	27,0	96	
Guinée équatoriale	12,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0	33	
République Centrafricaine	33,0	16,0	0,0	0,0	1,5	0,0	17,5	53	
République Démocratique du Congo	37,0	32,5	0,0	0,0	3,0	0,0	35,5	96	
Sao Tomé-et-Principe	17,0	11,0	0,0	0,0	0,0	0,0	11,0	65	
Tchad	25,0	15,0	0,0	0,0	4,0	0,0	19,0	76	
Institutions Régionales	24,0	7,0	0,0	0,0	0,0	0,0	7,0	29	
Séminaires régionaux et cours	24,0	0,0	34,5	0,0	0,0	0,0	34,5	144	
Grand Total	300,0	173,5	34,5	0,0	17,5	0,0	225,5	75,2	
Pays fragiles ¹	195,0	124,5	0,0	0,0	17,5	0,0	142,0	72,8	
Pays de la CEMAC ²	157,0	105,0	0,0	0,0	5,5	0,0	110,5	70,4	

¹ Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

² Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



ANNEXE 3
RESSOURCES PAR DOMAINE
MAI à OCTOBRE 2022
(En personnes semaines)

Domaine / Type d'activité (en personnes semaine)	Mai à Octobre 2022								
	Programmation	Réalisation						Total général	Taux d'utilisation (en %)
		Missions	Séminaires régionaux	Visites professionnelles	HQ Led Missions	Cours			
Administration douanière	35,0	17,5	0,0	0,0	0,0	0,0	17,5	50,0	
Administration fiscale	22,0	13,0	2,0	0,0	3,0	0,0	18,0	81,8	
Gestion des finances publiques ³	90,0	37,0	6,5	0,0	9,0	0,0	52,5	58,3	
<i>Budget</i>	<i>69,0</i>	<i>29,0</i>	<i>4,5</i>	<i>0,0</i>	<i>6,0</i>	<i>0,0</i>	<i>39,5</i>	<i>57,2</i>	
<i>Comptabilité publique et gestion de la trésorerie</i>	<i>21,0</i>	<i>8,0</i>	<i>2,0</i>	<i>0,0</i>	<i>3,0</i>	<i>0,0</i>	<i>13,0</i>	<i>61,9</i>	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	50,0	37,5	9,5	0,0	5,5	0,0	52,5	105,0	
Statistiques des finances publiques	37,0	20,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,0	54,1	
Statistiques macroéconomiques	35,0	18,5	12,0	0,0	0,0	0,0	30,5	87,1	
Régulation et supervision bancaires	31,0	30,0	4,5	0,0	0,0	0,0	34,5	111,3	
Total général	300,0	173,5	34,5	0,0	17,5	0,0	225,5	75,2	

³ La gestion des finances publiques inclut les ressources des deux domaines suivants : (1) budget et (2) comptabilité publique et la gestion de la trésorerie.

ANNEXE 3-A
SUIVI DES RESSOURCES PAR PAYS AU 31 OCTOBRE 2022
(EN PERSONNES SEMAINES)

Pays/Domaine d'intervention	Ressources programmées				Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)
	Année fiscale 2023				Mai à octobre 2022				Mai à octobre 2022				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
CEMAC	11,0	8,0	10,0	29,0	5,0	3,0	6,0	14,0	3,0	2,0	2,0	7,0	50,0
Administration douanière	3,0	0,0	6,0	9,0	2,0	0,0	4,0	6,0	1,0	0,0	2,0	3,0	
Administration fiscale	2,0	3,0	2,0	7,0	1,0	1,0	0,0	2,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
Gestion des finances publiques	6,0	5,0	2,0	13,0	2,0	2,0	2,0	6,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Administration douanière	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gestion des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques des finances publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Régulation et supervision bancaires	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total Missions	137,0	173,5	206,0	516,5	75,0	92,0	109,0	276,0	52,0	72,5	64,5	191,0	69,2
II - SEMINAIRES REGIONAUX ET COURS													
Administration douanière	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
Gestion des finances publiques	9,0	9,0	4,0	22,0	4,0	4,0	1,0	9,0	7,0	5,0	4,0	16,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0	4,0	4,0	4,0	12,0	4,0	4,0	4,0	12,0	
Régulation et supervision bancaires	3,0	3,0	3,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	1,5	0,0	4,5	
Total Séminaires Régionaux et cours	20,0	19,0	14,0	53,0	9,0	9,0	6,0	24,0	15,0	11,5	8,0	34,5	143,8
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	157,0	192,5	220,0	569,5	84,0	101,0	115,0	300,0	67,0	84,0	72,5	225,5	75,2
Pays fragiles¹	86,0	120,5	125,0	331,5	53,0	73,0	69,0	195,0	38,0	58,0	44,0	142,0	72,8
Pays de la CEMAC²	71,0	90,5	117,0	278,5	40,0	51,0	66,0	157,0	30,0	39,0	39,5	110,5	70,4

¹ Burundi, Cameroun, Congo, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo et Tchad

² Cameroun, Congo, Gabon, Guinée équatoriale, République Centrafricaine et Tchad



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Disponibles			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachement	Total
Burundi	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	18 au 29 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Budget	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Implémentation de la norme IFRS 9	12 au 23 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bale III)	09 mai au 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Régulation et supervision bancaires	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) et délimitation du portefeuille bancaire et du portefeuille d'investissement	10 octobre - 11 novembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Burundi	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	10 - 24 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion du système de transit avec ceux des autres administrations de la zone CEMAC	13 - 17 juin 2022		1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	2,0
Cameroun	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane (développement stratégique et l'utilisation efficace d'un entrepôt de données)	24 octobre au 04 novembre 2022.	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires (Suivi)	26 septembre au 07 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Cameroun	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	11 - 22 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0
Cameroun	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Examen de la qualité du rapport sur la budgétisation sensible au genre pour le budget 2023	19 septembre au 07 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Cameroun	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes nationaux	09 - 25 mai 2022	1,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	3,5
CEMAC	Administration douanière	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Développement d'une réglementation concernant l'application de l'article 156.4 du Code Communautaire de la douane de la CEMAC - Contenu de la déclaration de la valeur	26 septembre - 05 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
CEMAC	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à la validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	24 - 28 octobre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
CEMAC	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organisée par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	06 - 10 juin 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion des systèmes de transit des Douanes de la CEMAC	17 - 26 août 2022	1,0	1,5	2,5	0,0	0,0	0,0	2,5
Congo	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la gestion, du suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs en douane	5 - 16 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	02 - 13 mai 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la codification des projets des investissements publics	08 au 19 août 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques / Formation (rappels méthodologiques) des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	26 septembre au 7 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux comptes nationaux trimestriels	1er au 19 août 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Administration douanière	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la vérification de l'application des taux de droits et taxes conformément à la législation en vigueur	20 - 28 juin 2022	1,0	1,5	2,5	1,5	0,0	0,0	4,0
Gabon	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Optimisation du compte séquestre destiné au remboursement du crédit de TVA auprès de la Direction générale des impôts et de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	7 au 17 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Gabon	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires	13 juin - 01 juillet 2022	1,0	3,0	4,0	3,0	0,0	0,0	7,0
Gabon	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Développement de la classification fonctionnelle pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Gabon	Budget	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0
Gabon	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Mise en place d'un compte séquestre TVA	6 - 17 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Gabon	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	31 octobre - 11 novembre 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Guinée équatoriale	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux trimestriels et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	22 août - 02 septembre 2022	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Centrafricaine	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités avec le département des finances publiques du siège du FMI	23 mai - 03 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Centrafricaine	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	01 - 26 mai 2022	0,0	1,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
République Centrafricaine	Budget	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'exécution budgétaire	10 - 21 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	2,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	20 juin - 01 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Centrafricaine	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	26 mai - 03 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 1)	27 juin - 08 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires	05 - 20 octobre 2022	1,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	3,5
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur la crédibilité du budget à l'assemblée nationale	03 - 04 octobre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi des recommandations du PIMA	24 août - 09 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	18 - 29 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Développement d'une méthodologie de contrôle sur site du risque de crédit (focus sur la revue des dossiers de crédit)	16 mai - 03 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur l'examen des dossiers de crédit, l'évaluation de la classification des actifs et l'adéquation du provisionnement.	13 - 24 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Régulation et supervision bancaires	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Intégration de la notation annuelle du profil de risques des banques dans le processus de supervision	12 - 23 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
République Démocratique du Congo	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	18 - 29 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
République Démocratique du Congo	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	20 juin - 08 juillet 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Sao Tomé-et-Principe	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation des audits fiscaux	3 - 14 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Sao Tomé-et-Principe	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires	19 - 30 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Sao Tomé-et-Principe	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	29 août - 09 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Administration fiscale	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Atelier régional de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales avec le département des finances publiques et le projet RMTF	31 octobre - 04 novembre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier annuel des pays de la communauté de l'AFRITAC de l'Est (Pour le Burundi et la RDC)	17 - 19 août 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : Evaluation et gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat	23 - 27 octobre 2022	2,0	2,0	4,0	1,5	0,0	0,0	5,5
Séminaires régionaux et cours	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	2,0	1,0	3,0	1,5	0,0	0,0	4,5
Séminaires régionaux et cours	Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	N/A	Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	13 - 14 juin 2022	1,0	0,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Séminaires régionaux et cours	Régulation et supervision bancaires	N/A	Séminaire inter-régional avec AFRITAC Ouest 1 portant sur l'analyse des risques financiers liés au climat	11 octobre 2022	2,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	06 - 17 juin 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Séminaires régionaux et cours	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des SFP	24 octobre - 04 novembre 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	10 - 14 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	2,0
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	26 - 30 septembre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-A.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR PAYS
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Pays/Institution	Domaine	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Tchad	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	30 mai - 24 juin 2022	1,0	3,0	4,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Tchad	Budget	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier de validation du projet de loi sur les entreprises publiques et les autorités administratives indépendantes	24 - 28 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Tchad	Statistiques des finances publiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Revue et validation de la série de TOFEs de 2017 à 2020 - Elaboration du TOFE de 2021	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Tchad	Statistiques macroéconomiques	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	27 juin - 08 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0

ANNEXE 3-B
SUIVI DES RESSOURCES PAR DOMAINE AU 31 OCTOBRE 2022
(EN PERSONNES SEMAINES)

Domaine d'intervention/Pays	Ressources programmées				Ressources programmées				Ressources utilisées				Taux d'utilisation (en %)
	Année fiscale 2023				Mai à octobre 2022				Mai à octobre 2022				
	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	Conseillers		ECT	Total	
	Siège	Site			Siège	Site			Siège	Site			
Régulation et supervision bancaires	13,0	23,0	23,0	59,0	7,0	12,0	12,0	31,0	6,0	12,0	12,0	30,0	96,8
Burundi	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0	3,0	6,0	6,0	15,0	
Cameroun	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Congo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Gabon	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Guinée équatoriale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Centrafricaine	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
République Démocratique du Congo	4,0	5,0	5,0	14,0	3,0	4,0	4,0	11,0	3,0	6,0	6,0	15,0	
Sao Tomé-et-Principe	1,0	2,0	2,0	5,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Tchad	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
AFRISTAT	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
BEAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CEMAC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
COBAC	4,0	8,0	8,0	20,0	2,0	4,0	4,0	10,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Total missions	137,0	173,5	206,0	516,5	75,0	92,0	109,0	276,0	52,0	72,5	64,5	191,0	69,2
II - SEMINAIRES ET COURS													
Administration douanière	1,0	1,0	1,0	3,0	1,0	1,0	0,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Administration fiscale	1,0	1,0	1,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,0	1,0	0,0	2,0	
Gestion des finances publiques	9,0	9,0	4,0	22,0	4,0	4,0	1,5	9,0	7,0	5,0	4,0	16,0	
Statistiques des finances publiques	2,0	1,0	1,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Statistiques macroéconomiques	4,0	4,0	4,0	12,0	4,0	4,0	2,0	12,0	4,0	4,0	4,0	12,0	
Régulation et supervision bancaires	3,0	3,0	3,0	9,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0	1,5	0,0	4,5	
Total séminaires et cours	20,0	19,0	14,0	53,0	9,0	9,0	3,5	24,0	15,0	11,5	8,0	34,5	143,8
TOTAL MISSIONS + SEMINAIRES ET COURS (I+II)	157,0	192,5	220,0	569,5	84,0	101,0	115,0	300,0	67,0	84,0	72,5	225,5	75,2



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-B.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Conseiller			Utilisées			
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion du système de transit avec ceux des autres administrations de la zone CEMAC	13 - 17 juin 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Administration douanière	Cameroun	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la mise en place des plans et des outils du contrôle de la valeur en douane (développement stratégique et l'utilisation efficace d'un entrepôt de données)	24 octobre au 04 novembre 2022.	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	CEMAC	Modernisation du cadre institutionnel de gestion et de gouvernance des administrations douanières	Développement d'une réglementation concernant l'application de l'article 156.4 du Code Communautaire de la douane de la CEMAC - Contenu de la déclaration de la valeur	26 septembre - 05 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Interconnexion des systèmes de transit des Douanes de la CEMAC	17 - 26 aout 2022	1,0	1,5	2,5	0,0	0,0	0,0	2,5
Administration douanière	Congo	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Renforcement de la gestion, du suivi et contrôle des exonérations et des régimes suspensifs en douane	5 - 16 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0
Administration douanière	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations douanières	Appui à la vérification de l'application des taux de droits et taxes conformément à la législation en vigueur	20 - 28 juin 2022	1,0	1,5	2,5	1,5	0,0	0,0	4,0
Administration fiscale	Burundi	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	18 au 29 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	CEMAC	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Participation à la validation du projet de livre de procédures fiscales communautaire	24 - 28 octobre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Administration fiscale	Gabon	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Optimisation du compte séquestre destiné au remboursement du crédit de TVA auprès de la Direction générale des impôts et de la Direction générale du trésor et de la comptabilité publique	7 au 17 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Administration fiscale	République Centrafricaine	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Identification des besoins et des priorités en renforcement des capacités avec le département des finances publiques du siège du FMI	23 mai - 03 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-B.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Utilisées				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Administration fiscale	Sao Tomé-et-Principe	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Programmation des audits fiscaux	3 - 14 octobre 2022	1,0		2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Administration fiscale	Séminaires régionaux et cours	Renforcement des principales fonctions des administrations fiscales	Atelier régional de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales avec le département des finances publiques et le projet RMTF	31 octobre - 04 novembre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires (Suivi)	26 septembre au 07 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Cameroun	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	11 - 22 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	4,0	0,0	0,0	7,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	CEMAC	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	06 - 10 juin 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	2,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Poursuite du développement du modèle de cadrage macroéconomique	02 - 13 mai 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gabon	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Suivi des outils d'évaluation et de gestion des risques budgétaires	13 juin - 01 juillet 2022	1,0	3,0	4,0	3,0	0,0	0,0	7,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Centrafricaine	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à une mission de l'Institut de développement des capacités (ICD) sur la programmation et la politique financière (FPP)	01 - 26 mai 2022	0,0	1,5	1,5	0,0	0,0	0,0	1,5	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus comprehensif, crédible et basé sur des politiques	Mise à niveau du modèle de prévisions macrobudgétaires (Mission 1)	27 juin - 08 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	République Démocratique du Congo	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Poursuite de l'identification et du suivi des risques budgétaires	05 - 20 octobre 2022	1,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	3,5	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-B.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Utilisées				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Sao Tomé-et-Principe	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Renforcement des prévisions budgétaires	19 - 30 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier annuel des pays de la communauté de l'AFRITAC de l'Est (Pour le Burundi et la RDC)	17 - 19 août 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Séminaire régional sur le thème : Evaluation et gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat	23 - 27 octobre 2022	2,0	2,0	4,0	1,5	0,0	0,0	0,0	5,5
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Amélioration du cadre technique et opérationnel du modèle SIGNET	10 - 14 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	1,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Renforcer l'identification, le suivi et la gestion des risques budgétaires	Appui méthodologique pour l'élaboration du rapport annuel sur les risques budgétaires	26 - 30 septembre 2022	1,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Analyse et prévisions macrobudgétaires	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Participation à l'évaluation de la gestion des investissements publics selon la méthodologie PIMA (Mission du département des finances publiques)	30 mai - 24 juin 2022	1,0	3,0	4,0	0,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Budget	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Budget	Cameroun	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Examen de la qualité du rapport sur la budgétisation sensible au genre pour le budget 2023	19 septembre au 07 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	0,0	5,0
Budget	Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Appui à la codification des projets des investissements publics	08 au 19 août 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-B.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Utilisées							
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Budget	Gabon	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Développement de la classification fonctionnelle pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0	
Budget	Gabon	Améliorer l'exécution budgétaire, comptable et le contrôle	Poursuite de l'appui de l'implémentation du plan d'engagement dans VECTIS pour le budget 2023	18 au 29 juillet 2022	1,0	1,0	2,0	2,0	0,0	0,0	4,0	
Budget	République Centrafricaine	Améliorer l'exécution et le contrôle budgétaire	Amélioration de l'exécution budgétaire	10 - 21 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	2,0	0,0	5,0	
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier sur la crédibilité du budget à l'assemblée nationale	03 - 04 octobre 2022	1,0	1,0	2,0	1,0	0,0	0,0	3,0	
Budget	République Démocratique du Congo	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Suivi des recommandations du PIMA	24 aout - 09 septembre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Budget	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	2,0	1,0	3,0	1,5	0,0	0,0	4,5	
Budget	Tchad	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	Atelier de validation du projet de loi sur les entreprises publiques et les autorités administratives indépendantes	24 - 28 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Burundi	Améliorer le cadre légal et institutionnel de la gestion des finances publiques	Participation à une mission du département des finances publiques sur l'évaluation des besoins en renforcement de capacités	05 au 20 octobre 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Gabon	Améliorer la gestion des actifs et des passifs	Mise en place d'un compte séquestre TVA	6 - 17 juin 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	5,0	
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	République Démocratique du Congo	Améliorer la couverture et la qualité des rapports budgétaires et financiers	Appui à la production d'un guide de fonctionnement des comptes de l'Etat	18 - 29 juillet 2022.	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	3,0	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-B.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)								
					Utilisées								
					Bureau	Conseiller		Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
	Site												
Comptabilité publique et gestion de la trésorerie	Séminaires régionaux et cours	Améliorer la préparation du budget de l'Etat pour le rendre plus compréhensif, crédible et basé sur des politiques	10ème Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	04 - 06 juillet 2022	1,0		1,0		2,0	0,0	0,0	0,0	2,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Implémentation de la norme IFRS 9	12 au 23 juillet 2022	1,0		2,0		3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du ratio structurel de liquidité à long terme (Net Stable Funding Ratio de Bale III)	09 mai au 10 juin 2022	1,0		2,0		3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Burundi	Transposer les normes internationales du dispositif de Bâle adéquatement dans la réglementation prudentielle nationale	Appui au développement du cadre réglementaire (règlement prudentiel, état de reporting) et assistance à la mise en œuvre (réalisation de l'étude d'impact et calibrage des paramètres) du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (IRRBB) et délimitation du portefeuille bancaire et du portefeuille d'investissement	10 octobre - 11 novembre 2022	1,0		2,0		3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Développement d'une méthodologie de contrôle sur site du risque de crédit (focus sur la revue des dossiers de crédit)	16 mai - 03 juin 2022	1,0		2,0		3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Améliorer l'efficacité de la supervision en renforçant la maîtrise des normes IFRS au regard du provisionnement	Assistance méthodologique pour la réalisation d'une inspection pilote sur l'examen des dossiers de crédit, l'évaluation de la classification des actifs et l'adéquation du provisionnement.	13 - 24 juin 2022	1,0		2,0		3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	République Démocratique du Congo	Mettre en œuvre un système de supervision basée sur les risques et renforcer les processus de supervision prudentielle	Intégration de la notation annuelle du profil de risques des banques dans le processus de supervision	12 - 23 septembre 2022	1,0		2,0		3,0	2,0	0,0	0,0	5,0
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	13 - 14 juin 2022	1,0		0,5		1,5	0,0	0,0	0,0	1,5
Régulation et supervision bancaires	Séminaires régionaux et cours	N/A	Séminaire inter-régional avec AFRITAC Ouest 1 portant sur l'analyse des risques financiers liés au climat	11 octobre 2022	2,0		1,0		3,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Burundi	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Elaboration du TOFE de l'exercice 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs	10 - 24 juillet 2022	1,0		0,0		1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-B.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)							
					Conseiller			Utilisées				
					Bureau	Site	Total	ECT	HQ	Attachment	Total	
Statistiques des finances publiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mission de suivi sur la production des statistiques des finances publiques / Formation (rappels méthodologiques) des cadres en charge de la production du TOFE sur la procédure d'élaboration des statistiques de la sécurité sociale et des collectivités locales, ainsi que leur consolidation dans l'ensemble des administrations publiques	26 septembre au 7 octobre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Gabon	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	31 octobre - 11 novembre 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques des finances publiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	20 juin - 01 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques des finances publiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des statistiques de 2021 et lancement du chantier d'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	18 -29 juillet 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Sao Tomé-et-Principe	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Mise à jour des SFP pour l'exercice 2021 et poursuite du chantier de l'extension aux autres sous-secteurs des administrations publiques	29 aout - 09 septembre 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques des finances publiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques financières pour la prise de décision	Revue et validation de la série de TOFEs de 2017 à 2020 - Elaboration du TOFE de 2021	30 mai - 10 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0
Statistiques macroéconomiques	Cameroun	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux sur les comptes nationaux	09 - 25 mai 2022	1,0	2,5	3,5	0,0	0,0	0,0	0,0	3,5
Statistiques macroéconomiques	Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux annuels et aux comptes nationaux trimestriels	1er au 19 août 2022	1,0	2,0	3,0	2,0	0,0	0,0	0,0	5,0
Statistiques macroéconomiques	Guinée équatoriale	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux comptes nationaux trimestriels et au passage au système de comptabilité nationale 2008 avec changement d'année de base	22 aout - 02 septembre 2022	2,0	0,0	2,0	2,0	0,0	0,0	0,0	4,0
Statistiques macroéconomiques	République Centrafricaine	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui au passage au SCN 2008 avec changement d'année de base	26 mai - 03 juin 2022	1,0	2,0	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,0



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 3-B.1
REALISATIONS DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023 PAR DOMAINE
(1^{ER} MAI AU 31 OCTOBRE 2022)

Domaine	Pays/Institution	Objectif spécifique	Activité	Date de réalisation	Ressources (personnes semaines)						
					Utilisées			ECT	HQ	Attachment	Total
					Bureau	Conseiller Site	Total				
Statistiques macroéconomiques	République Démocratique du Congo	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Atelier sur l'élaboration des comptes nationaux annuels et des comptes nationaux trimestriels	20 juin - 08 juillet 2022	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	06 - 17 juin 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Séminaires régionaux et cours	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des SFP	24 octobre - 04 novembre 2022	2,0	2,0	4,0	2,0	0,0	0,0	6,0
Statistiques macroéconomiques	Tchad	Renforcer la compilation et la dissémination des statistiques macroéconomiques	Appui aux travaux de rebasage du PIB et de backcasting	27 juin - 08 juillet 2022	1,0	0,0	1,0	2,0	0,0	0,0	3,0



ANNEXE 4
Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Séminaires régionaux								
1	Administration douanière	Séminaire régional sur le suivi des exonérations et des régimes suspensifs	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	06 - 09 mars 2023	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
2	Administration douanière	Séminaire régional sur l'interconnectivité transit/SIGMAT	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	11 - 14 avril 2023	Bernard Zbinden - Bzbinden@imf.org
3	Administration fiscale	Gouvernance et transparence de l'administration fiscale	Tous les pays membres	25	Présentiel	T4	Avril 2023	Hasina Rakotondrainibe - Hrakotondrainibe@imf.org
4	Gestion budgétaire	10 ^{ème} Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC) : Bilan et perspectives	Tous les pays membres	25	Présentiel	T1	04 - 06 Juillet 2022	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
5	Gestion budgétaire	Séminaire interrégional avec AFRITAC Ouest 1 sur la budgétisation des recettes affectées	Tous les pays membres	25	Distanciel	T4	13 - 15 Février 2023	Ephrem Makiadi - EMakiadi@imf.org
6	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Tous les pays membres	20	Présentiel	T1	4 - 8 juillet 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
7	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier régional sur l'analyse et la prévision des recettes issues des industries extractives (Modèle FARI)*	Tous les pays membres	20	Présentiel	T4	3 - 7 avril 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



ANNEXE 4

Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au premier semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	Tous les pays membres	-	Distanciel	T1	Juin 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture au second semestre 2021 et les prévisions macroéconomiques à court terme dans les Etats membres de la CEMAC, en RDC, au Burundi, aux Comores, à Sao Tomé-et-Principe, à Djibouti et à Madagascar	Tous les pays membres	-	Présentiel	T3	Novembre 2022	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
8	Statistiques des finances publiques	Traitement des autres flux financiers et des transactions non monétaires dans le TOFE	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T4	24 - 28 Avril 2023	Francis Gahizi - Fgahizi@imf.org
9	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur les comptes financiers et les comptes nationaux annuels	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T2	24 octobre - 04 novembre 2022	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
10	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation de la balance commerciale et des paiements dans l'élaboration des comptes nationaux annuels	Tous les pays membres	Pas de limite	Distanciel	T1	6 -17 juin 2022	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
11	Régulation et supervision bancaires	Les pratiques émergentes en matière de supervision du risque climatique	BEAC, COBAC, BRB, BCC, BCSTP	Pas de limite	Distanciel	T4	Février - Avril 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org
12	Régulation et supervision bancaires	Inclusion du genre dans la supervision financière		Pas de limite	Distanciel	T3	Novembre 2022 - Janvier 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org
13	Régulation et supervision bancaires	La réglementation et la supervision des activités bancaires numériques et des institutions de paiement		20	Présentiel	T4	Mars 2023	Didier Marc Casier - Dcasier@imf.org



ANNEXE 4
Séminaires régionaux, apprentissage entre pairs et cours - Programme de l'année fiscale 2023

Numéro d'ordre	Domaine	Thème	Bénéficiaire	Nombre de participants	Lieu	Période	Date	Contact
Cours								
1	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Gestion macroéconomique dans les pays riches en ressources naturelles	Tous les pays membres	25	Virtuel	T4	Mars 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
2	Analyse et prévisions macrobudgétaires	<i>Nowcasting GDP in Sub Saharan African Countries</i>	Tous les pays membres	25	Virtuel	T4	Février 2023	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4

Séminaires régionaux - Réalisations du premier semestre de l'année fiscale 2023
(Mai à Octobre 2022)

Ordre	Domaine (s)	Thème	Bénéficiaire (s)	Date	Lieu	Nombre de participants	Contact
1	Administration fiscale	Atelier régional de renforcement des capacités en matière de mobilisation des recettes fiscales	RCA, RDC, Tchad	31 octobre - 04 novembre 2022	Libreville (Gabon)	5	Hasina Rakotondrainibe - HRakotondrainibe@imf.org
2	Gestion des finances publiques	10 ^{ème} Forum des Hauts Fonctionnaires du Budget des pays membres d'AFRITAC Centre (FOHBAC). Thème : La mise en oeuvre des réformes de finances publiques, les résultats, les contraintes et les perspectives	Pays membres d'AFRITAC Centre	04 - 06 juillet 2022	Libreville (Gabon)	40	Ephrem Ghonda Makiadi - EMakiadi@imf.org
3	Gestion des finances publiques / Analyse et prévisions macrobudgétaires	Atelier annuel des pays de la communauté de l'AFRITAC de l'Est	Burundi, RDC	17 - 19 août 2022	Dar Es Salam (Tanzanie)	4	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
4	Analyse et prévisions macrobudgétaires / Gestion de la dette publique	Séminaire régional sur le thème : Evaluation et gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat	Pays membres d'AFRITAC Centre	25 - 27 octobre 2022	Douala (Cameroun)	40	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org / Oumar Dissou - ODissou@imf.org
N/A	Analyse et prévisions macrobudgétaires	Séminaire sur la conjoncture et la prévision dans les pays membres de AFC organise par AFRISTAT en collaboration avec la Commission de la CEMAC, AFC, la BEAC	Pays membres d'AFRITAC Centre	06 - 10 juin 2022	En ligne	20	Séverin Yves Kamgna - SKamgna@imf.org
5	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives notamment sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des statistiques du commerce international de marchandises et de la balance des paiements (BDP)	Pays membres d'AFRITAC Centre	06 - 17 juin 2022	En ligne	50	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale (AFRITAC Centre)



ANNEXE 4

Séminaires régionaux - Réalisations du premier semestre de l'année fiscale 2023
(Mai à Octobre 2022)

Ordre	Domaine (s)	Thème	Bénéficiaire (s)	Date	Lieu	Nombre de participants	Contact
6	Statistiques macroéconomiques	Séminaire régional sur l'utilisation des données des sources administratives notamment sur le traitement, l'analyse et l'utilisation des données des déclarations statistiques et fiscales (DSF) des entreprises et des SFP	Pays membres d'AFRITAC Centre	24 octobre - 04 novembre 2022	En ligne	58	Sébastien Manzi - SManzi@imf.org
7	Régulation et supervision bancaires	Conférence de haut niveau sur la promotion de la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption	Pays membres d'AFRITAC Centre, BEAC	13 - 14 juin 2022	Gaborone (Botswana)	39	Didier Casier - DCasier@imf.org
8	Régulation et supervision bancaires	Séminaire inter-régional portant sur l'analyse des risques financiers liés au climat	Pays membres d'AFRITAC Centre	11 octobre 2022	En ligne	64	Didier Casier - DCasier@imf.org
TOTAL :						320	



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement
des Capacités pour l'Afrique Centrale



GESTION DE LA DETTE PUBLIQUE

Contribuer à une meilleure gestion de la dette publique

ANNEXE 5

EXECUTION DU PREMIER SEMESTRE DE L'ANNEE FISCALE 2023

Février 2023

Introduction

L'ensemble des pays membres d'AFRITAC Centre et les institutions régionales reçoivent des conseils et appuis dans le domaine de la gestion de la dette publique. Ces activités sont financées par le mécanisme *Debt Management Facility* (DMF) du Fonds monétaire international depuis juillet 2020 (Encadré).

Les objectifs généraux dans ce domaine sont d'aider les pays à réduire le coût de la dette tout en maintenant le risque dans le portefeuille de la dette publique à un niveau acceptable, et d'aider au développement du marché des titres publics.

Encadré

Financement du programme de travail en gestion de la dette publique par le mécanisme Debt Management Facility (DMF)

Debt Management Facility (DMF) – Mécanisme de gestion de la dette

Domaine d'intervention : Gestion de la dette publique

Contributeurs : Commission européenne, Banque africaine de développement, Autriche, Allemagne, Pays-Bas, Norvège, Russie, Grande Bretagne, Japon

Année de lancement : 2008

Le mécanisme de gestion de la dette (*DMF*) est un fonds fiduciaire conjoint multi-donneurs entre le FMI et la Banque mondiale. Lancée en 2008, le FMI ayant rejoint sa deuxième phase en 2014. Forte du succès de la phase II, la troisième phase du DMF III a été lancée en avril 2019.

L'objectif du DMF III est de renforcer la gestion de la dette afin de réduire les vulnérabilités liées à la dette et d'améliorer la transparence de la dette. DMF III fournit des conseils personnalisés sur la gestion de la dette souveraine à travers la conception et l'application d'outils analytiques, la fourniture de services de conseil personnalisés, des formations, des webinaires et l'apprentissage entre pairs.

Le DMF assiste 84 pays (dont la majorité se trouvent en Afrique) dans un large éventail d'activités, notamment : l'amélioration de la gouvernance et des institutions, l'amélioration de la stratégie et des politiques, le développement des marchés de la dette et l'amélioration de la transparence de la dette.

Source : FMI, Institut pour le développement des capacités

Réalisations au premier semestre de l'année fiscale 2023

Au cours de ce semestre, le domaine de la gestion de la dette a réalisé presque l'ensemble des activités prévues (89,0%). Des progrès notables ont été enregistrés dans l'ensemble des pays couverts.

Tableau 1. Exécution du programme au premier semestre (en nombre)

Activités prévues	Activités réalisées	Taux d'exécution semestriel
9	8	89,0%

▪ République du Congo

- Appui à la Caisse congolaise d'amortissement et à la Direction générale du Trésor pour la préparation du document de stratégie de dette pour la période 2023-2025, un repère structurel du programme actuel avec le FMI.
- Proposition d'un nouvel organigramme pour la Caisse congolaise d'amortissement selon le modèle front, middle et back office, un engagement dans le cadre du programme convenu avec le FMI.

▪ République Centrafricaine

- Renforcement des capacités de la Direction de la dette et du portefeuille de l'Etat en matière de planification et d'exécution des émissions de titres publics et de gestion des relations avec les investisseurs.

▪ République Démocratique du Congo

- Aide à la préparation du plan d'exécution de la stratégie d'apurement des arriérés intérieurs préconisés en novembre 2021. Proposition d'un nouvel organigramme des services de la Direction générale de la dette publique en front, middle et back office.

▪ République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe

- Renforcement des capacités du service de gestion de la dette, de la Direction du Trésor et de la Banque centrale de São Tomé-et-Príncipe sur la démarche de préparation du calendrier d'émission et l'évaluation des bons et obligations du Trésor ;
- Evaluation de la capacité des autorités à émettre des obligations du Trésor.

▪ Tchad

- Renforcement de la Cellule d'émission des titres publics sur la démarche de préparation et de mise en œuvre du calendrier d'émission de titres publics,
- Appui à la préparation du calendrier d'émission de titres publics pour le deuxième semestre 2022.

▪ BEAC – Banque des Etats de l'Afrique centrale

- Amélioration de la connaissance des Trésors de la CEMAC lors de la 3^{ème} Réunion des Trésors organisée par la BEAC sur le lien entre la stratégie de gestion de la dette à moyen terme et le développement du marché des titres publics ;
- Appui à l'identification des priorités à court terme pour améliorer le fonctionnement du marché des titres publics de la CEMAC.

▪ Pays d'AFRITAC Centre

- Amélioration des connaissances des participants au Webinaire sur les caractéristiques des financements verts, leur prise en compte dans la stratégie de gestion de la dette, la nécessaire coordination entre les gestionnaires de la dette et les autres administrations, et les exigences de reporting de l'utilisation des fonds mobilisés.
- Séminaire régional conjoint sur l'évaluation et la gestion des risques liés aux passifs conditionnels de l'Etat.

Perspectives pour le second semestre

Le programme de travail pour le reste de l'année fiscale a été remanié en tenant compte du taux d'exécution du premier semestre et des nouveaux besoins exprimés par certains pays.

▪ Cameroun

- Une mission est prévue pour évaluer les pratiques d'émission et les diverses initiatives mises en œuvre pour le développement du marché des titres publics dans le but de dégager les perspectives pour son approfondissement.

▪ Guinée Equatoriale

- Une mission est prévue en avril 2023 pour faire le diagnostic des pratiques d'émission des titres publics et proposer une feuille de route en vue de remédier aux insuffisances qui seront notées.

▪ République du Congo

- Dans la continuité du renforcement des capacités en matière de préparation et de mise en œuvre de la stratégie de gestion de la dette à moyen terme, une activité de renforcement des capacités en matière de préparation et de mise en œuvre du plan d'émission de titres publics cohérent avec la stratégie de dette retenue par les autorités sera organisée.

▪ République démocratique du Congo

- La mission du second semestre fera le suivi de la mise en œuvre du plan d'exécution de la stratégie de remboursement des arriérés intérieurs proposé en juin 2022.

▪ Sao Tomé-et-Principe

- Dans la continuité de la mission du premier semestre, le Centre aidera à la préparation d'une feuille de route pour le lancement en 2023 des obligations du Trésor.

▪ BEAC

- Dans le cadre de l'appui apporté à la BEAC pour l'amélioration du fonctionnement du marché des titres publics, une mission est prévue pour la préparation d'un cadre d'évaluation de la performance des spécialistes en valeurs du Trésor des pays de la CEMAC
- Dans le cadre de l'appui apporté à la coordination des émissions des Trésors Publics de la CEMAC, le Conseiller participera à la 4^{ème} réunion des Trésors Publics de la CEMAC. Il jettera le regard d'AFRITAC sur le bilan du marché des valeurs du Trésor de la CEMAC, 11 ans après.

▪ Séminaire régional

- Renforcement des capacités en matière de planification et d'exécution des opérations d'émission et de rachat des titres publics.

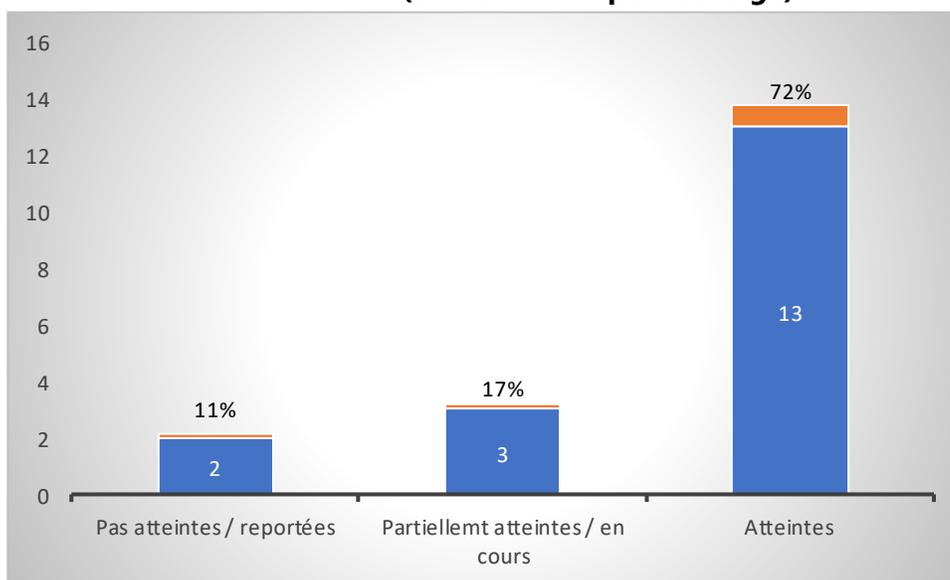
Tableau 2. Programme de travail révisé (en nombre)

Activités prévues au 1 ^{er} mai 2022	Activités projetées au 1 ^{er} novembre 2022	Taux d'exécution annuel projeté
20	15 (nombre annuel révisé)	100% (15/15)

Gestion axée sur les résultats

A la fin du premier semestre, 18 étapes intermédiaires ont été réalisées par les autorités à la suite des missions réalisées dans le domaine gestion de la dette publique. Parmi ces étapes intermédiaires, 13 ont été atteintes (72%), 3 sont en cours de mises en œuvre (17%) et 2 n'ont pas été atteintes. Les étapes intermédiaires non atteintes concernent les recommandations non encore mises en œuvre en République Démocratique de Sao Tomé-et-Principe et en République du Congo

Graphique 1. Performance des étapes intermédiaires au premier semestre de l'année fiscale 2023 (en nombre et pourcentage)



Contact : Oumar Dissou, conseiller résident en gestion de la dette publique

Courriel : AFCWeb@imf.org



ANNEXE 6

PERSONNEL D'AFRITAC CENTRE

I- DIRECTEUR



Directeur

Philippe Egoume

II- CONSEILLERS RESIDENTS



Administration douanière

Bernard Zbinden



Administration fiscale

Hasina Rakotondrainibe



Gestion des finances publiques

Ephrem Ghonda Makiadi



Gestion des finances publiques

Blaise Yéhouénou



**Analyse et prévisions
macroéconomiques et
budgétaires**

Séverin Yves Kamgna



**Statistiques des finances
publiques**

Francis Gahizi



FONDS MONETAIRE INTERNATIONAL

Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre
Libreville, Gabon



II- CONSEILLERS RESIDENTS (Suite)



**Statistiques
macroéconomiques**

Sébastien Manzi



**Régulation et supervision
bancaires**

Didier Marc Casier



Gestion de la dette publique

Oumar Dissou

III- ADMINISTRATION



Office Manager

Marie-Hélène Issembe



Chargé de projets

Armel Houtsa



Chargé de projets (GAR)

Brolin Mbadinga



Assistante administrative Sénior

Carine Mboumba



**Assistante administrative
Sénior**

Merveille Okome Mbouyamba



Assistante administrative

Djena Laetitia Djembo



FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL
Centre Régional de Développement des Capacités pour l'Afrique Centrale
AFRITAC Centre
Libreville, Gabon



III- ADMINISTRATION (SUITE et FIN)



Assistant administratif
Gildas Loundou Mayoukou



Assistante administrative
Lucie Brice



Technicien coursier
Wilfried Manguenga Manguenga

Notes :

- Les activités du conseiller en administration douanière sont partiellement financées par le fonds CCCDI.
- Les activités du conseiller en gestion de la dette publique sont entièrement financées par le mécanisme DMF du FMI et de la Banque mondiale.
- L'assistante administrative Lucie Brice a achevé sa mission au Centre à la fin du mois de novembre 2022.